

*Prolétaires  
de tous les pays,  
peuples et nations  
opprimés,  
unissez-vous !*

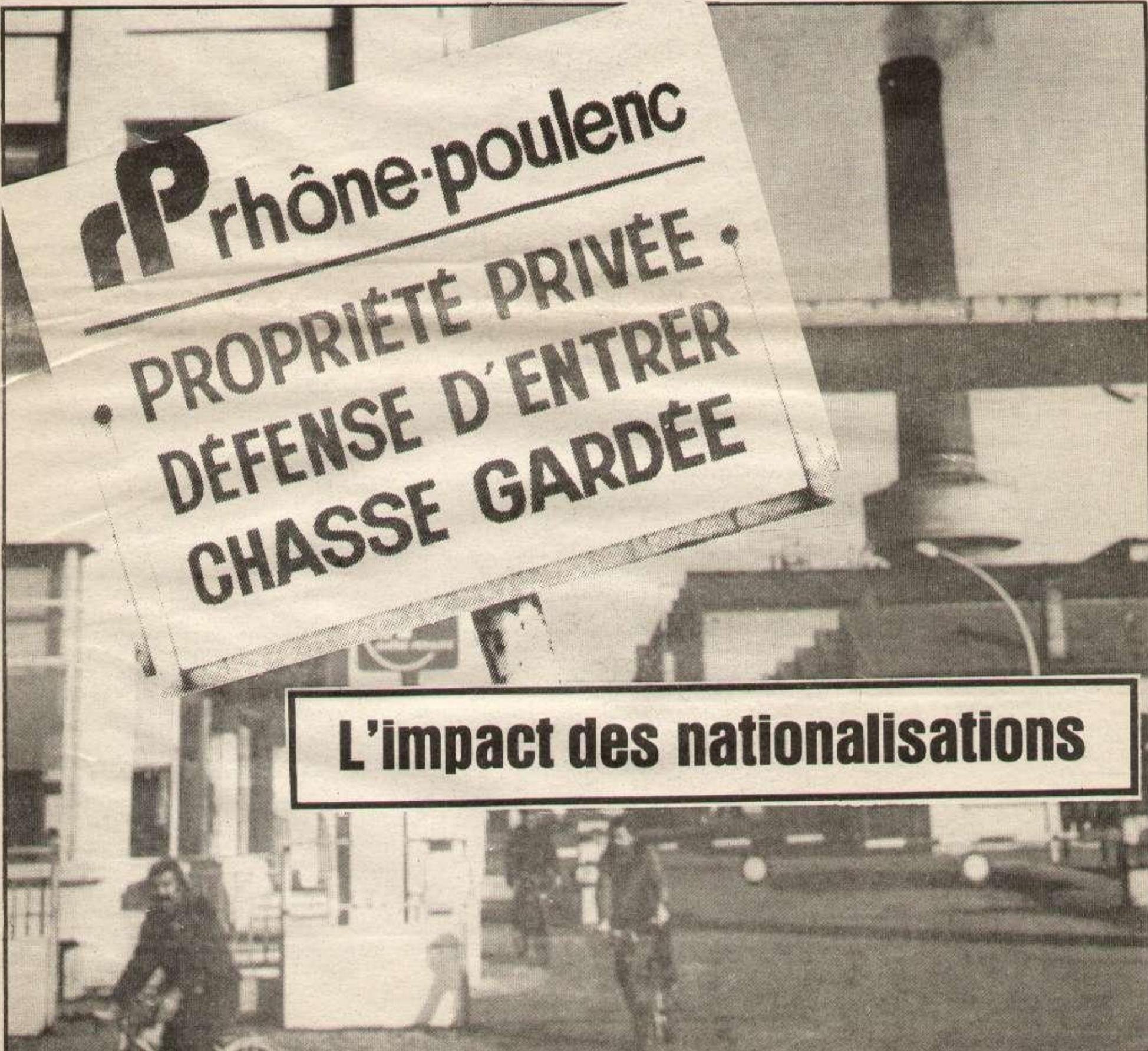
Organe central  
du Parti  
Communiste Révolutionnaire

# pour le socialisme

8 F

N° 60

QUINZAINE DU 11 AU 24 MARS 1982



**RP** Rhône-poulenc  
• PROPRIÉTÉ PRIVÉE •  
DÉFENSE D'ENTRER  
CHASSE GARDÉE

**L'impact des nationalisations**

## SOMMAIRE

3-4

Cantonales.

14 et 21 mars : les premières élections nationales depuis la vague rose de l'an dernier. Les enjeux n'y sont pas aussi négligeables qu'il y paraît. Pour autant qu'on prenne leur spécificité en compte, ces cantonales fourniront bien des indications politiques importantes.

5

Clubs pour l'unité.

Antoine Spire, un des initiateurs de la pétition « pour le succès du socialisme en France », fait le point et évoque les perspectives des clubs qui se créent.

5-6

« Pouvoirs »

Que s'est-il réellement passé en mai-juin 81 ? La dernière livraison de la revue « Pouvoirs » fournit des éléments.

6- -8-9

Nationalisations

Les nationalisations sont en marche, puisque la loi est promulguée et les PDG nommés. Nous fournissons ici des éléments sur le poids nouveau du secteur nationalisé dans l'économie française, sur la logique engagée, et nous nous interrogeons sur le type de rupture que ces nationalisations peuvent constituer.

Par ailleurs, nous examinons le dossier auquel va être confronté le PDG du PCF; Georges Valbon, nouveau dirigeant des Charbonnages de France.

10-11

CFDT

La CFDT est maintenant entrée dans la phase active de la préparation de son prochain congrès, qui aura lieu à Metz. C'est l'occasion d'un bilan, et aussi de quelques remarques sur les perspectives ouvertes.

12-17

Contributions

Nous continuons à publier les contributions préparatoires au IV<sup>e</sup> congrès du PCR.

18-19

Pologne

L'état de guerre continue en Pologne. La résistance aussi, comme le prouvent les documents que nous publions.

20

Afrique australe

Le parti socialiste affirme son soutien aux peuples d'Afrique australe en lutte. Mais quel peut être ce soutien quand il se conjugue avec les impératifs de la politique extérieure gouvernementale ? Un débat entre militants anti-impérialistes et collaborateurs du gouvernement en a fourni un éclairage.

**JE M'ABONNE A  
POUR LE  
SOCIALISME**

B.P. 68, 75 922 Paris Cedex 19

NOM .....  
PRÉNOM .....  
ADRESSE .....

TARIFS :  
20 n<sup>os</sup> : 110 F  
10 n<sup>os</sup> : 60 F  
Abonnement de soutien : F .....

Directeur de publication : R. Rodriguez  
Commission paritaire : n° 62 712  
Imprimerie IPCC (Paris)  
Pour toute correspondance  
écrire à :  
Pour Le Socialisme  
c/o Front Rouge  
BP 68 75019 Paris  
Compte bancaire : BNP 271 - 659 - 66

La dernière fois que ça nous est arrivé, c'était en 1980. Il faudra maintenant attendre 1987, si tout se passe normalement, pour retrouver une année... sans élection d'ampleur nationale. En attendant ce havre redémarre le cycle bien connu : municipales, régionales, européennes, législatives, présidentielle, et, au menu des 14 et 21 mars prochains, les cantonales.

Les a-t-on raillées, ces fameuses cantonales, tournois dérisoires de notables bedonnants ferrailant au vin blanc dans les comices agricoles et les fêtes de la rosière ! Et pourtant... Tout change si vite, mon brave monsieur, que même ces élections-là sont porteuses de sacrés enjeux. Pour les électeurs, et plus encore pour les 7483 citoyens qui voudraient bien être élus. D'abord parce que, loi de décentralisation aidant, les pouvoirs et le rôle des conseillers généraux vont se trouver sensiblement accrus ; ensuite, parce qu'il n'aura échappé à personne qu'il s'agit là des premières élections nationales depuis les bouleversements répétés de mai et juin 81 ; enfin,



Les nouveaux présidents des Assemblées départementales. Moins d'inauguration de chrysanthèmes...

sera plus seulement un spécialiste incontesté de l'inauguration des chrysanthèmes, mais aussi un gestionnaire politique directement impliqué dans les problèmes de son département. On conçoit que cette responsabilité,

les «modérés sans étiquette» laissant la place aux représentants des grands partis politiques nationaux. Il y aura cette année moins de quatre candidats en moyenne dans chaque canton.

états-majors. Avec des objectifs, on s'en doute, différents. Pour le Parti Socialiste, qui avance sur l'échiquier plusieurs ministres et mobilise Mauroy en personne, il s'agit bien de «tester la combativité de la gauche», selon le mot de Mermaz, mais aussi d'accroître un capital de conseillers généraux (ils sont actuellement 1054) qui seront autant de relais «à la base» de la politique gouvernementale. Le pouvoir est vorace, et le PS espère bien au travers de ces élections réapprovisionner un vivier qui lui est indispensable pour durer. Le PCF, lui, a annoncé la couleur de manière fort inhabituelle : « Les cantona-

besoin d'être grand clerc pour deviner le pourquoi de cette priorité : quand on traîne depuis près d'un an une casserole de 15 %, il n'y a pas lieu de laisser passer une occasion aussi propice d'en estomper un peu le tintamarre. La droite aussi cherche à faire oublier un bien piteux résultat. En jouant sur son implantation locale, sur un désenchantement qui pourrait s'exprimer à peu de frais, et sur une unité interne apparue aussi brusquement que curieusement, elle espère électoralement relever la tête. Et pourquoi pas, on peut toujours rêver comme l'ancien premier magistrat de Chamalières, refaire dans l'autre sens le parcours du PS depuis les cantonales de 1970. Tout cela constitue bel et bien un enjeu, même si toute comparaison chiffrées avec les élections de 1981 mérite d'être faite avec les plus extrêmes précautions, si du moins on veut être honnête ou lucide. La gauche contre la droite, le combat continue donc.

### Entrée dans la carrière

Nos cantonales des 14 et 21 mars comportent enfin un troisième enjeu, en formes de carrières politiques. La possession d'un mandat local (municipal ou cantonal) reste encore en effet un atout déterminant pour qui veut postuler à la députation ou «faire carrière». Une récente étude sur les députés socialistes indique ainsi que sur les 268 députés élus en juin dernier, 60 seulement ne disposaient d'aucun mandat local, tandis que

## Deux tours

le système politique français étant ce qu'il est, parce que le mandat cantonal est bien souvent une marche indispensable pour qui veut aller plus haut dans l'escalier.

### Finis les chrysanthèmes

Assemblées mineures, vivant à ce titre sous la tutelle sévère du préfet, le conseil général va voir dans les années à venir son pouvoir nettement accru. point bien sûr qu'il faille imaginer une assemblée départementale (ce sera son nouveau nom) maîtresse des destinées de sa portion de territoire : il lui faudra partager avec les communes, surtout les grandes d'ailleurs, la Région, nouvelle collectivité territoriale, et les ministères toujours présents. Le préfet, alias commissaire de la République, exercera son contrôle *a posteriori*, et rien n'est à ce jour décidé pour ce qui est de l'essentiel quand on parle de pouvoir, c'est-à-dire les ressources financières propres des uns et des autres. Malgré cela, l'assemblée départementale va désormais avoir la maîtrise d'un certain nombre de domaines, et surtout, surtout, son président va détenir le pouvoir d'exécution des décisions prises, ce qui était naguère l'apanage du représentant du gouvernement. Il est ainsi d'ores et déjà certain que le président de l'Assemblée départementale ne

qui est aussi pouvoir, aiguise les appétits et confère un enjeu véritable à ces cantonales. Moins qu'aux capacités à «défendre les intérêts cantonaux», c'est donc à la couleur politique des 1945 nouveaux conseillers qu'on s'intéressera, puisque c'est à partir de là que se formeront les majorités dans chaque Assemblée. Rappelons qu'actuellement la gauche détient 49 présidences, et la droite 46. Cette politisation plus poussée des cantonales explique paradoxalement la raréfaction des candida-

### Gauche contre droite

Jadis mincriste, la mobilisation autour de ces élections est cette fois-ci patente au niveau des

les, tâche unique des communistes», déclarait récemment le bureau politique. Il n'est point

...plus responsables devant la population du département.

## et trois enjeux



plus de la moitié siégeaient dans des conseils généraux. Encore faut-il préciser que parmi ces 60 «sans mandat» figurent quelques Parisiens, que l'exceptionnelle «vague rose» de juin les a surreprésentés, et que le groupe socialiste est celui qui proportionnellement en compte le plus. Encore faut-il préciser aussi que sur ces 60 «sans mandats», un certain nombre postulent aujourd'hui une place à l'Assemblée départementale pour justement se forger une assise locale. Sans aller chercher jusqu'à l'exemple de l'ancien premier magistrat de Chamalières, force est ainsi de constater que l'élection cantonale fait encore partie du «cursus» classique de l'homme politique. Alors regardez bien les attaches : parmi les sept mille et quelques obscurs qui briguent vos suffrages, figurent peut-être des «têtes» de demain.

Nicolas DUVALLOIS

Un demi-test que ces élections cantonales, qui précèdent ces 14 et 21 mars, à l'élection ou au renouvellement de 2 029 conseillers généraux, tous scrutins répartis par moitié à l'intérieur de chaque département (1). Portant sur près de la moitié de l'électorat, ces élections sont observées avec intérêt par tous les états-majors politiques.

En quoi peuvent-elles donner une indication de l'état d'esprit de l'électorat dix mois après l'élection de François Mitterrand ? Plusieurs éléments doivent être pris en compte pour que des comparaisons puissent être valides. En général, on considérerait que le rapport entre élections de caractère local et leçons nationales doit être relativisé, eu égard notamment à l'importance relativement grande du vote rural. Ne serait-ce que parce que ce type de consultations dans la France profonde met souvent en scène des candidatures dont la coloration politique est des plus incertaines, tous ces « sans étiquette », candidats de « Défense des intérêts cantonaux », ou des « intérêts locaux », toutes dénominations qui rendent périlleuses les classifications et témoignent classiquement du désir de la droite de se camoufler sous les oripeaux de l'apolitisme.

Cette fois, le paysage a quelque peu changé, et la droite, curieusement, redécouvre soudain le caractère politique d'élections qu'elle avait jusqu'à toujours clamées comme essentiellement locales. L'affrontement n'en sera que plus net entre la droite et la gauche, l'opposition tentant d'en faire une revanche de sa déroute de mai et juin dernier.

A cet égard, la comparaison des résultats doit tenir compte de plusieurs données. La première, classique, concerne l'abstention, traditionnellement plus forte dans ce type d'élections que dans des élections nationales. Il semble que la droite espère une abstention portant sur l'électorat de gauche, à l'ima-

ge de ce qui avait pu se produire lors des quatre élections législatives partielles.

Il convient également de rapporter ces élections aux cantonales précédentes, c'est-à-dire

nales ne comportent pas d'enjeu de pouvoir national. Il est d'ailleurs significatif que la gauche, lorsqu'elle était dans l'opposition, ait obtenu la majorité aux cantonales de 1976 (et aussi de 1979) alors qu'elle ne parvenait

ment sont favorisés par rapport à des courants plus indéterminés). Si l'on prend en compte les résultats de 1976, on peut émettre comme hypothèse vraisemblable qu'un score de 17 ou 17,5 % à ces cantonales signi-



concerne les cantons renouvelés cette fois-ci. L'échantillon n'était pas pleinement représentatif de l'électorat national, puisque la gauche avait, en 1976, obtenu une large majorité à ces élections (56,3 % des suffrages exprimés), et qu'elle était déjà majoritaire dans cet échantillon dès 1970 (avec 52,3 % des exprimés). Puisque ces cantons étaient déjà plus nettement orientés à gauche que la moyenne nationale, il n'est donc pas douteux que la gauche obtiendra la majorité dans le scrutin qui va s'ouvrir, sauf énorme surprise. Restera à apprécier l'ampleur de cette avance.

Deux points doivent en effet être pris en considération. D'une part, un désenchantement ou une démobilisation d'une partie de l'électorat de gauche peuvent conduire une partie de celui-ci à s'abstenir ; et cela d'autant plus que les élections cantonales

pas à franchir la barre aux élections d'enjeu national. L'inversion des rôles entre droite et gauche va-t-elle donner une prime à la nouvelle opposition ? C'est ce qu'il faudra observer. On notera à titre d'indication que les responsables du PS prévoient un score de l'ordre de 30 % pour leur parti. Ce en quoi ils ne s'avancent guère, si l'on

fierait, en projection nationale, un maintien de l'influence du PCF au niveau de l'élection présidentielle. Il semble que l'on s'attende, à la direction du PCF, à un score probablement encore plus mauvais, comme semblent en témoigner les appels de la direction du PCF à la mobilisation des militants — ou la réaffirmation de sa revendication de propor-

	1970	1976
UDR	15,6	10,6
Div. dr.		0,6
Rep. indép.	5,2	8,5
Div. mod.	17,3	8,9
CDP	2,4	1,7
Centr dém.	7,3	5,0
Indép.		2,9
Div. centr.		5,0
MRG		2,4
Div. gauche	10,5	3,9
PS	14,8	26,5
PCF	23,8	22,8
Ext. gauche	3,1	0,7
Total gauche	52,3	56,3

tiennent compte des 26,5 % qu'ils avaient obtenus en 1976 (28,9 % si l'on inclut le MRG, sans même parler des divers gauches) et de l'avance réalisée par le PS en juin dernier.

Le score du PCF est un des points à observer avec une particulière attention, puisque ces élections vont permettre de tester si le recul enregistré en mai-juin dernier est durable ou non. Il faut, pour établir des comparaisons rappeler que les élections cantonales sont généralement un peu plus favorables au PCF que les élections nationales (pour de multiples raisons qui tiennent à son implantation locale, souvent plus ancienne que pour d'autres partis, et au fait, que, lors d'élections à faible participation électorale, les partis nettement typés idéologique-

tionnelle intégrale, thème cher aux petits partis. Quoi qu'il en soit, le résultat de ces cantonales, un mois après le congrès de ce parti, permettra de se faire une idée de la validité de l'argument du « retard ».

1) Excepté Paris intra-muros, qui est à la fois commune et département, en conséquence de quoi les élections municipales y tiennent lieu de cantonales, les 2 029 cantons se répartissent ainsi : 1 766 cantons renouvelés en métropole, 84 dans les DOM-TOM, 165 nouveaux cantons, 14 renouvelés avant terme en raison du décès ou de la démission de l'élu.

#### Les effets du redécoupage

Le redécoupage d'une partie des cantons suscite des cris d'orfraie à droite. Il correspond pourtant à une nécessité démographique difficilement contestable dans son principe : la baisse de la population dans les cantons ruraux et le développement des cantons urbains aboutissent à une surreprésentation de la campagne, ce qui bénéficiait pour l'essentiel à la droite, notamment sous la forme des « sans étiquette ». Le redécoupage s'est fondé sur le principe qu'aucun canton ne peut avoir une population supérieure au double de la moyenne départementale, sinon ce canton est divisé en deux. Ce principe répartit mieux la représentation à l'intérieur de chaque département, mais ne corrige pas les différences entre départements. Un redécoupage ultérieur devrait être effectué après le recensement en cours.

Il ne fait pas de doute que le redécoupage effectué favorisera la gauche. Mais la droite, qui a bénéficié pendant longtemps de découpages sur mesure, est fort mal placée pour parler aujourd'hui de « charcutage », alors que, dans les départements, nombre de ses élus aux conseils généraux ont dû souvent admettre que le redécoupage correspondait pour l'essentiel à la réalité démographique locale.

**Pour le Socialisme : il y a un mois, vous lanciez avec Maurice Kriegel-Valrimont et Alexandre Adler l'« appel pour le succès du socialisme en France » (cf. PLS n° 59, NDLR). Pouvez-vous nous dire où en est cette initiative ?**

Antoine Spire : Aujourd'hui, cet appel regroupe environ un millier de signataires, dont les trois quarts en province. Des clubs pour l'unité commencent à se constituer comme nous l'avons souhaité. Cet appel avait pour objectif de former une structure

crois, de la direction du PS, a signé ce texte pour manifester qu'il n'y avait absolument aucune exclusive à l'égard de quelque tendance du PS que ce soit. Il y a aussi le PSU... Mais finalement, cette présentation a un inconvénient : c'est de laisser croire que nous serions un cartel d'organisations, ce qui n'est pas du tout le cas. Ce qui caractérise les signataires, c'est plutôt de ne pas toujours avoir trouvé de structure politique qui les satisfasse, pour soutenir l'expérience gouvernementale en cours.

**PLS : Quel est le rôle de ces clubs ?**

quatre thèmes : le bilan institutionnel du changement au niveau du gouvernement, des partis, des syndicats; ce qui a été fait; ce qui n'a pas été fait; ce qui reste à faire. Autrement dit, les perspectives à défricher compte tenu du chemin accompli.

Deuxième thème : les acteurs du changement : qui sont-ils ? Pourquoi sont-ils insuffisamment mobilisés ? Pourquoi ne s'insèrent-ils pas dans des structures à naître, pour faire avancer cette expérience ? Cette démobilité que l'on constate chez les gens tient en partie, me semble-t-il, à l'absence d'objectifs. Des thèmes mobilisateurs per-

veulent l'autogestion; c'est un thème commun... Mais ce colloque n'est pas la seule initiative que nous serons amenés à prendre; d'autres suivront, à l'initiative des clubs locaux. En fond, c'est l'intervention des masses de façon un peu autogestionnaire dans le processus en cours.

**PLS : Cela suppose qu'à l'intérieur des clubs eux-mêmes, on passe de la présence d'un certain nombre de forces politiques ou syndicales à la présence des masses...**

A.S. : Certains signataires ne se

## Les clubs de l'unité

de participation, d'élaboration politique pour ceux qui sont désireux de soutenir l'expérience politique en cours en France aujourd'hui. Les gens qui rejoignent cet appel sont issus de toutes les familles politiques de la gauche française : des membres du Parti communiste, Emmanuel Maffre-Baugé, député

A.S. : C'est d'abord un lieu de rencontre, de débat, entre des gens issus de forces politiques différentes. D'une certaine façon, on assiste à une recombinaison, semble-t-il, de la gauche aujourd'hui. Des gens nouveaux peuvent se redécouvrir. L'absence de mobilisation dans le pays, qui est un problème capital et à

mettraient à ces gens de se retrouver dans des structures syndicales ou politiques, ou parasyndicales ou para-politiques, comme veulent l'être les clubs de l'unité. Le deuxième thème traitera donc à la fois des acteurs et des lieux du changement.

Troisième thème : le retentissement international de l'expé-

rience que nous vivons : analyse des obstacles, mais aussi de la signification de la bonne perception de l'expérience qui existe à l'étranger. Nous envisageons ainsi d'inviter quelques personnalités étrangères significatives : de la CGIL (B. Trentin), du PASOK, de la FGT belge, des syndicats allemands, de la gauche du Parti travailliste.

**PLS : Il y a eu depuis 1978 plusieurs tentatives de regroupement à l'initiative d'oppositionalistes communistes. Quel bilan en tirez-vous ?**

A.S. : Il y en a principalement

## des lieux de rencontres, de débats, des laboratoires d'idées de la gauche

apparenté communiste au Parlement européen, des oppositionnels comme Maurice Kriegel-Valrimont et Alexandre Adler ou moi-même. Nous avons travaillé avec plusieurs forces; syndicales d'abord : des oppositionnels de la CGT — Jean-Louis Moynet, René Buhl, Raymond Charpiot, etc. — mais aussi des cédétistes — par exemple Le Beller est maintenant un des animateurs des clubs pour l'unité; la FEN avec Yannick Simbron, Louis Astre...

mon avis un handicap grave pour l'expérience que nous vivons, crée, d'une façon paradoxale, la possibilité pour des gens issus de familles politiques différentes de pouvoir se rencontrer. Tel est le premier objectif des clubs : permettre cette rencontre entre gens d'opinions différentes dans le sens du soutien à l'expérience en cours. D'autre part, nous voulons être un laboratoire d'idées de la gauche, pour essayer d'aller plus loin. L'expérience de la gauche est unique, elle

rience que nous vivons : analyse des obstacles, mais aussi de la signification de la bonne perception de l'expérience qui existe à l'étranger. Nous envisageons ainsi d'inviter quelques personnalités étrangères significatives : de la CGIL (B. Trentin), du PASOK, de la FGT belge, des syndicats allemands, de la gauche du Parti travailliste.

Quatrième thème : l'unité. Il nous semble aujourd'hui que qui attaque l'unité réalisée entre le PS et le PC et d'autres forces at-

te, celle des fiszbiniens, le Manifeste que nous avons lancé avec Maurice Kriegel-Valrimont et Alexandre Adler, et l'Union dans les Luttes. Avec le Manifeste, la différence est claire : nous pensions alors à rassembler essentiellement les communistes; aujourd'hui, notre démarche est plus large et en ce sens elle s'apparente à celle de l'Union dans les Luttes. Dans le contexte d'alors, il s'agissait de s'appuyer sur la base du PC et du PS pour

## Interview d'Antoine Spire

**PLS : Il y a aussi le Parti socialiste...**

A.S. : Oui, parce qu'il est un élément capital du changement dans la mesure où il constitue la principale force au pouvoir aujourd'hui. Les quatre anciens courants du PS sont représentés : un grand nombre de militants du CERES travaillent avec nous, mais aussi des gens qui étaient dans la mouvance de Pierre Mauroy, ou d'autres qui étaient directement liés à François Mitterrand — tel Claude Estier, toute l'équipe de l'Unité; et même un rocardien, puisque Gérard Fuchs, à la demande, je

n'est pas modélisable, étiquetable sous le vocable social-démocrate, ou socialisme des pays de l'Est; elle est exceptionnelle. Nous aurions tort de ne pas créer toutes les conditions pour que le plus de gens possible puissent participer à cette expérience.

**PLS : Dans l'immédiat, quelles initiatives envisagez-vous ?**

A.S. : Nous envisageons de tenir un colloque les 7 et 8 mai, sans doute dans les locaux de l'Assemblée nationale, autour des problèmes de l'unité. Nous comptons travailler autour de

taque le moyen que nous nous sommes donné pour gérer de façon nouvelle ce pays. La participation du PC au gouvernement nous paraît une question décisive, que nous voulons défendre. Pour symboliser notre avancée parallèle avec certaines des réalisations du gouvernement, le Premier ministre a accepté de venir parler à notre Colloque.

**PLS : L'appel évoque la perspective de l'autogestion. Quel rapport faites-vous entre l'expérience en cours et cette perspective ?**

A.S. : Tous les partis de gauche

inciter les états-majors à s'unifier; maintenant que la gauche est au pouvoir, il ne peut plus s'agir d'une telle démarche. Ce sont à la fois la base et le sommet qui sont concernés.

## Une étude de la revue Pouvoirs

LS sont fous, ces Français. En octobre 1980, on leur demande si Mitterrand « ferait un bon président », ils ne sont que 27 % à répondre par l'affirmative, tandis que près des trois quarts voient la réélection de Giscard comme une évidence. Neuf mois plus tard, Mitterrand est à l'Élysée avec une cote de popularité comme son prédécesseur n'en a jamais connu, et les députés socialistes peuplent à eux seuls plus de la moitié du Palais-Bourbon. Raz-de-marée, conversions soudaines ? Les résistances constatées ici ou là et les résultats électoraux des derniers mois tendent à prouver le contraire. Dès lors, il n'est pas sans importance de se demander quelle mouche a piqué les électeurs.

Dans l'excellent dernier numéro de la revue *Pouvoirs*, consacré justement à « la gauche au pouvoir », Jérôme Jaffré apporte des éléments d'explication, basés essentiellement sur l'analyse de sondages post-électorales. Une première constatation : la victoire de Mitterrand a été acquise dès le premier tour des présidentielles, la gauche enregistrant une progression par rapport à son total de 1974, tandis que la droite, tous candidats compris, reculait de 3,7 %. Or, en 1974, l'élection s'était jouée à 1 %. Giscard ne doit même sa première place le 26 avril qu'aux voix massives des personnes âgées (48 % des plus de 65 ans).

Il n'y a là aucune surprise si on veut bien prendre en compte, comme le fait Jérôme Jaffré, l'évolution des aspirations des

## Une étude de la revue « Pouvoirs »

# Que s'est-il passé en mai-juin 81 ?

Français telles qu'elles apparaissent dans les sondages : en 1974, 61 % des électeurs déclaraient souhaiter « un changement politique en profondeur »; en 1981, ils sont 70 %. En 1974, 66 % étaient partisans d'une « transformation en profondeur de la société »; sept ans plus tard, ils sont 73 %. Le PS et son candidat ont à l'évidence réussi à se faire passer pour les plus aptes à avancer dans les chemins ainsi souhaités. Le 10 mai, l'écart entre le représentant de la gauche et celui de la droite est cependant plus important que prévu. C'est que 27 % des électeurs chiraquiens n'ont pas voté Giscard, tandis que 92 % des communistes votaient Mitterrand. Ce dernier tiendrait-il donc la netteté de son succès des querelles de la droite, ce qui en minorerait la portée ? S'appuyant sur les sondages, Jaffré développe un autre point de vue.

En fait, 11 % des électeurs de Chirac se sont abstenus le 10 mai, faisant ainsi perdre des voix à Giscard, et 16 % (soit 820 000) ont carrément voté Mitterrand.

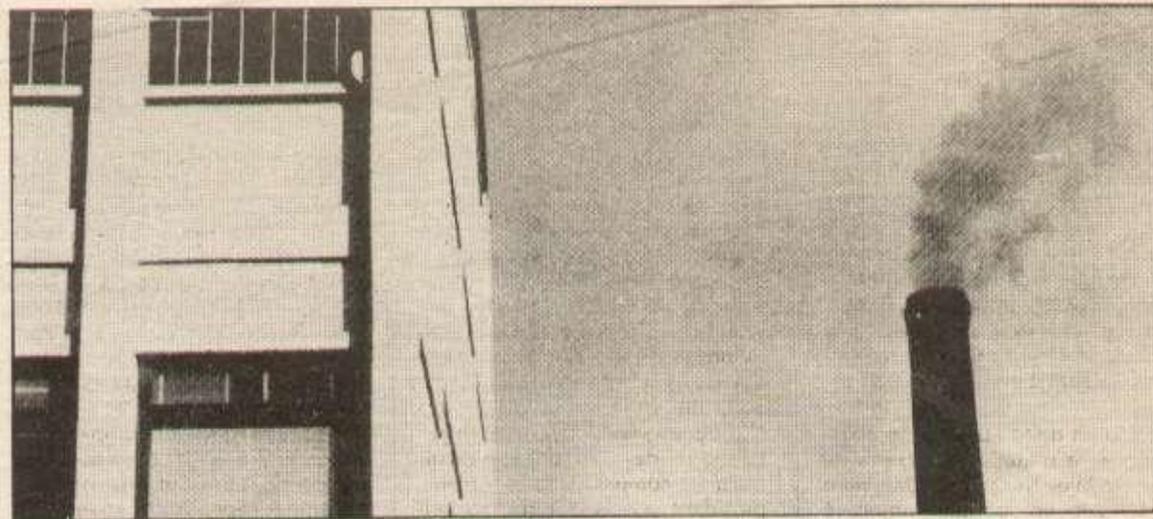
Les motivations des uns et des autres ne sont pas les mêmes. Les « chiraquiens abstentionnistes » sont pour l'essentiel des employeurs ou des travailleurs indépendants, assez politisés, assez âgés, et qui n'hésitent pas à se réclamer du « centre droit » ou de la droite. A l'inverse, les chiraquiens qui ont voté Mitterrand sont majoritairement des salariés, préoccupés par le chômage et l'incapacité de Giscard. 20 % des premiers sont « satisfaits » de la victoire de Mitterrand, et 72 % des seconds. De cette nette disparité, Jaffré tire une conclusion : la victoire du 10 mai s'explique avant tout par une volonté de réformes, même chez certains électeurs de droite, beaucoup plus que par une hostilité à la personne de Giscard. L'évolution de la société française n'y est pas pour rien : 53 % du très important « bloc » des « cadres moyens-employés » avaient voté Mitterrand en 1974, contre 62 % cette fois-ci. Dans

les autres catégories sociales, la stabilité est quasi-totale.

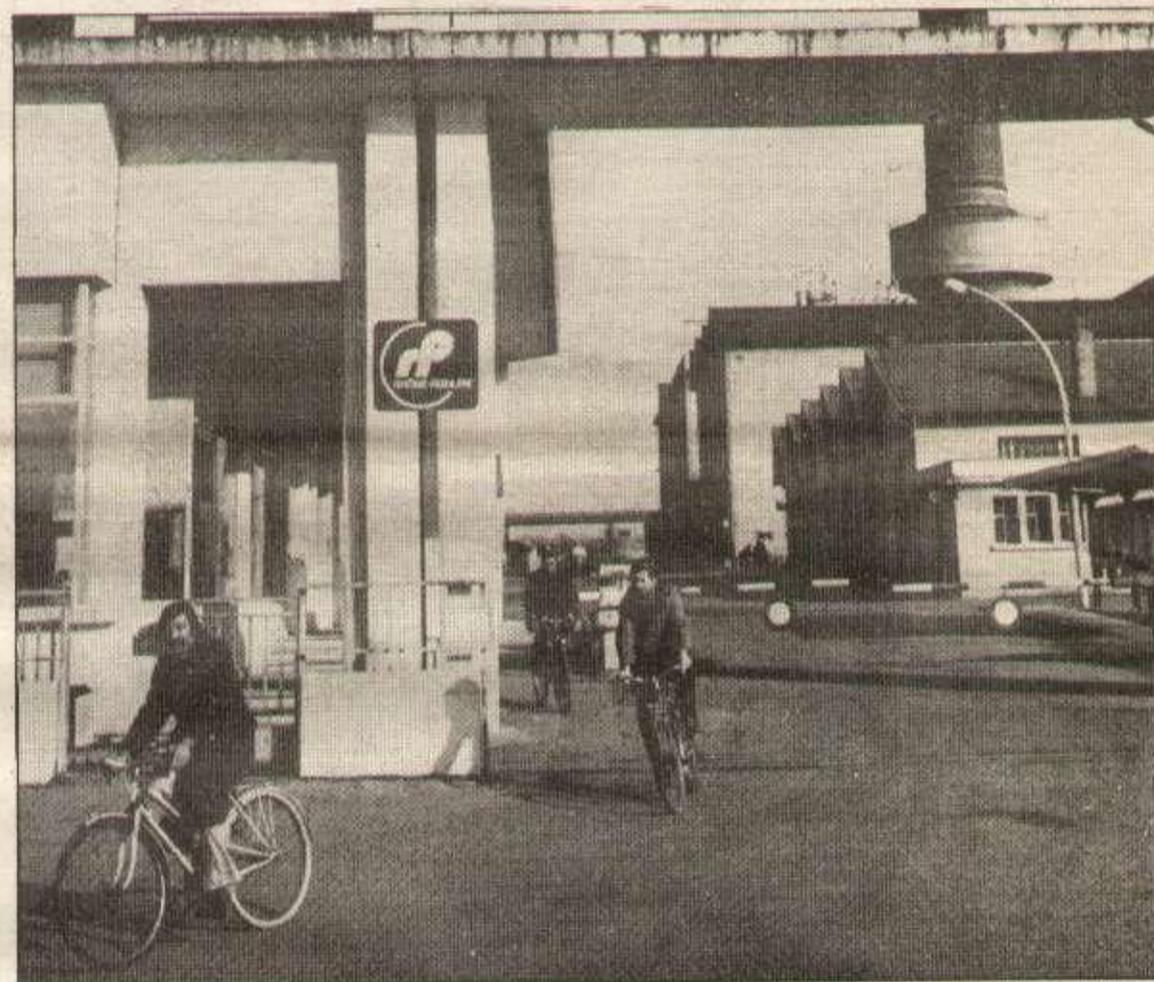
Et les législatives, ensuite ? On sait les causes essentielles du triomphe socialiste : la présence de Mitterrand à l'Élysée, le scrutin majoritaire, l'absence de nombreux candidats « marginaux », le ralliement préalable d'une partie de l'électorat communiste. Une question demeure néanmoins, qui est de savoir ce qu'ont fait les électeurs de droite, puisque la coalition UNM a atteint les profondeurs en ce mois de juin. Se sont-ils abstenus massivement ? Se sont-ils ralliés à la gauche, changeant ainsi leurs habitudes de vote ? Sans véritablement trancher, Jérôme Jaffré plaide pour la seconde solution. Il constate ainsi que d'après les sondages post-électoraux, le taux d'abstentionnisme déclaré a été le même dans les électors de gauche et de droite de l'élection présidentielle. Que dans certaines régions où la droite recule fortement, les abstentions sont plutôt moins nombreuses qu'ailleurs, et qu'inversement la droite résiste plutôt bien dans certaines circonscriptions « abstentionnistes ». Il constate aussi un indéniable mouvement de la droite vers le PS dans les circonscriptions communistes, là où le vote « rose » apparaît comme le meilleur moyen de faire barrage au PCF.

En tout état de cause, il ne s'agit pas là d'une simple querelle d'experts, puisque ses implications sont directement politiques : l'attitude gouvernementale peut être différente selon que les « tendances lourdes » constatées depuis des années dans notre pays sont considérées comme en voie d'évolution ou pas.

Dans le même numéro, *Pouvoirs* analyse les résultats du PCF et du RPR, et traite des députés socialistes, du nouveau fonctionnement des institutions et du « tournant » de la V<sup>e</sup> République.



## L'impact des nationalisations



Le feuilleton des nationalisations est loin d'être terminé. Pourtant, la nomination des administrateurs généraux des entreprises nationalisées au conseil des ministres du 17 février a marqué une étape essentielle de ce volet de la politique socialiste. Il est temps d'en faire un premier bilan. Le mieux est d'essayer de répondre à quatre questions primordiales : le capitalisme français vient-il de connaître une rupture significative dans son histoire ? Qu'y aura-t-il de nouveau pour ces entreprises nationalisées ? En quoi la situation des travailleurs de ces entreprises est-elle changée ? Quels sont les silences qui restent à remplir pour les mois qui viennent ?

900 000 salariés viennent de changer directement d'employeur. Plus encore, si on y ajoute

le contrôle du secteur bancaire nationalisé sur des millions d'entreprises. 30 % du chiffre d'affaires de l'industrie française, 60 % des investissements et 75 % du potentiel de recherche-développement auxquels il faut ajouter 98 % du secteur bancaire et financier... Voilà en quelques chiffres la nouvelle situation créée en France du point de vue des rapports de propriété.

Mais plus encore que ces masses quantitatives, c'est la nature des secteurs couverts qui retient toute l'attention. Énergie, électronique, acier, chimie, métallurgie... bref, les piliers de l'industrie moderne sont aujourd'hui en France contrôlés par l'État avec tout le pouvoir de pression que cela représente sur la plupart des entreprises restées privées. Même le patron des patrons, Yvon Gattaz, est ramené à une situation de quasi-sous-traitance vis-

à-vis du secteur public (80 % de ses débouchés).

### Les doigts de la main

Ainsi les grands capitalistes privés se comptent désormais en France sur les doigts d'une main. Par exemple, parmi les 21 premiers groupes français selon le chiffre d'affaires, les survivants se cherchent : Peugeot d'abord, au 5<sup>e</sup> rang. Mais rien ne dit qu'il pourra continuer longtemps seul avec les pertes répétées qu'il subit depuis plusieurs années. Le groupe Michelin ensuite, au 9<sup>e</sup> rang. Mais sa dépendance vis-à-vis de l'automobile et plus largement du secteur des transports limite considérable-

ment sa marge d'action. Vient ensuite au 13<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> rang deux étrangers : Shell-France, dont les pertes sont importantes depuis deux ans à cause du sur-équipement de l'industrie du raffinage et IBM-France, l'intouchable. Puis, si l'on pousse jusqu'à la 30<sup>e</sup> entreprise, on ne rencontre guère que BSN-Gervais-Danone, l'Air liquide, Lafarge et l'Oréal, des groupes dont plus de la moitié du chiffre d'affaires est réalisée à l'étranger.

Il serait donc absurde de sous-estimer la mutation en cours de l'économie française. On vient d'assister en quelques mois à une transformation significative des rapports de propriété, mais aussi de pouvoir pour autant que les secteurs-clés sont maintenant verrouillés par la puissance publique.

Certes, les 35 milliards d'indemnisation déboursés en auront choqué plus d'un, mais le PS a voulu ainsi éviter une levée de boucliers de la part des patrons.

### Quelle rupture ?

Cette rupture d'avec le capitalisme « libéral » conduit-elle la France vers un capitalisme d'Etat, c'est-à-dire une économie où l'Etat dispose de la totalité des pouvoirs économiques (ou presque) ?

Dans l'état actuel des choses, il n'est guère facile de répondre, tant l'issue vers un capitalisme d'Etat dépend des compromis sociaux que le PS pourra passer d'une part avec les anciennes équipes dirigeantes (CNPF, cadres...), d'autre part avec les nouvelles couches sociales qu'il cherche à agréger dans un nouveau bloc hégémonique : hauts fonctionnaires, mais aussi une partie significative des travailleurs — schéma classique des social-démocraties occidentales.

A cet égard, la nomination des administrateurs généraux au Conseil des ministres du 17 février dernier et la préparation d'un nouveau projet de loi sur la « démocratisation du secteur public » sont pleines d'intérêt.

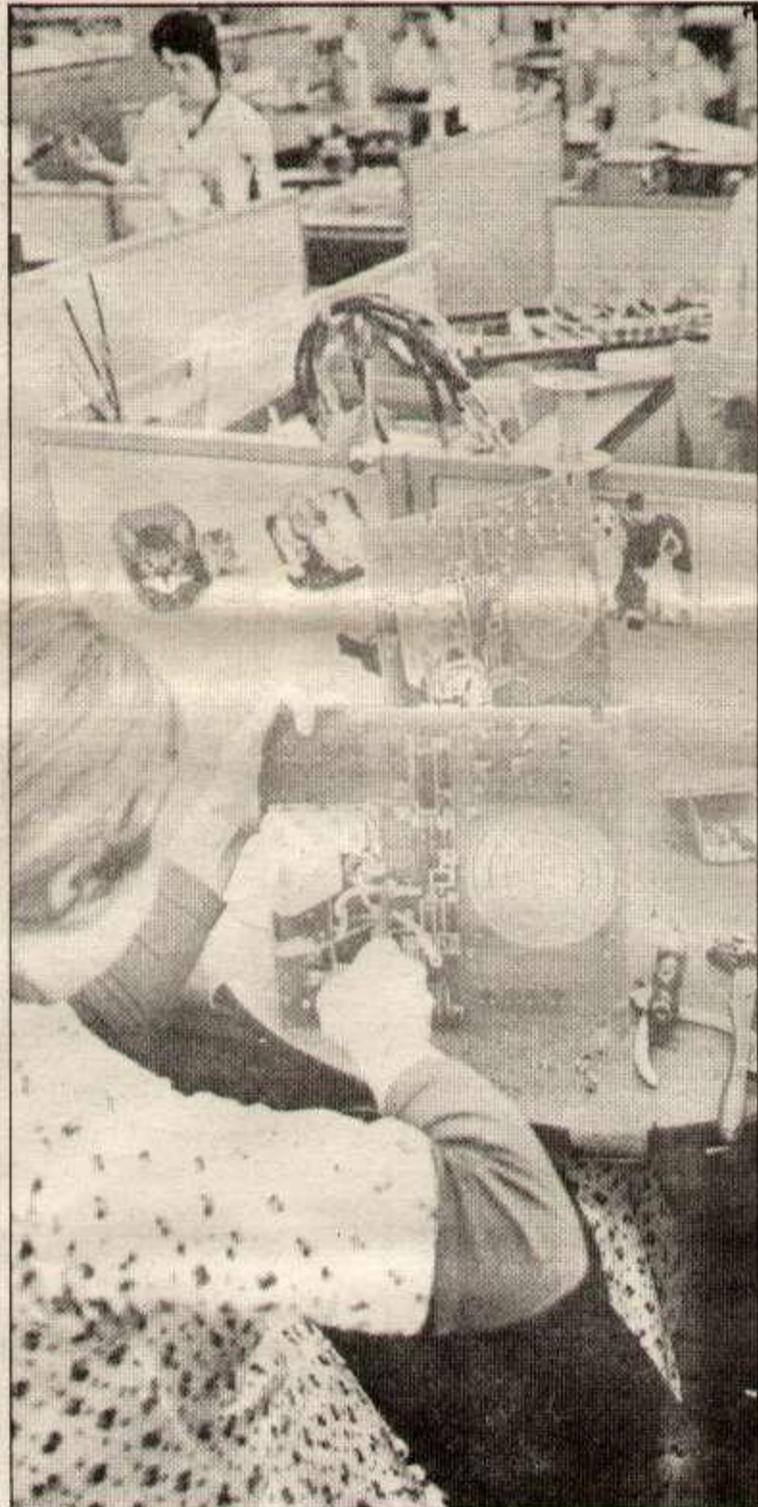
### On prend les mêmes et on les change de place

C'est l'impression majeure qui se dégage de la liste des 53 administrateurs généraux désignés à la mi-février. Quelques exemples : Roger Fauroux reste PDG de Saint-Gobain; Georges Besse, le nouveau PDG de Pechiney-Ugine-Kuhlman, était à la tête de la Cogema, dont les liens industriels avec PUK sont bien connus; Jean Gandois, qui lutte avec acharnement depuis cinq ans pour rentabiliser les usines de Rhône-Poulenc (suppression de la moitié des effectifs en 5 ans...) reste à son poste. Le

remplaçant du PDG autrefois socialisant de Paribas — Pierre Moussa — c'est Jean-Yves Haberer, directeur du Trésor Public sous Giscard. Bref, la liste des changements « pour rien » semble longue. Il faut cependant noter la montée numériquement faible d'une intelligentsia socialiste restée des années durant en réserve dans les équipes dirigeantes des grands groupes, comme c'est le cas d'Alain Gomez, nouveau PDG de Thomson, un énarque fondateur du CERES en 1964, mais aussi l'apparition de certains « politiques », comme Michel Rolant, président de la future Agence pour la maîtrise de l'énergie, ou Georges Valbon, un homme du

de l'ENA ou de Polytechnique et qui depuis longtemps n'entretiennent pas de liens directs avec les réseaux familiaux qui représentaient la propriété et le pouvoir sur l'industrie. Enfin, l'assimilation de certains politiques plutôt contestataires venant du PCF ou de la CFDT au nouveau *brain trust* dirigeant, qui aura pour effet de réduire les tensions à la gauche du PS.

Ainsi donc, une page est tournée. Le capitalisme français dominé par un réseau complexe de liens familiaux, liant étroitement l'appareil d'Etat et les grandes fortunes capitalistes privées, a vécu. A sa place, une énarchie plutôt de gauche prend le relèvement.



Electronique : le travail va-t-il changer ?

PCF, à la tête des Charbonnages de France, où il aura fort à faire.

Quelle est la lignée directrice de ces changements de têtes ? L'élimination d'abord des figures les plus marquées à droite, comme Ambroise Roux, le PDG de la CGE au milliard de revenu par an. Puis le maintien, voire le renforcement des gestionnaires dits efficaces, dont la plupart sortent

Or, quelle va être sa ligne directrice pour autant que le profit n'est plus l'unique indicateur de gestion ?

### Les règles du jeu

D'une part, faire preuve de dy-

namisme industriel, y compris à l'étranger : « L'importance de la dimension internationale dans les activités de votre groupe est liée à l'ouverture, nécessaire et souhaitable, de l'industrie française sur l'extérieur ».

On sait par exemple que le dada d'une multitude de socialistes est de faire de la France un nouveau Japon. Jacques Attali s'en était préoccupé avant même le 10 mai et des hommes comme Simon Nora, très influent à l'Elysée illustrent fort bien ce souci.

La différence avec le pouvoir précédent est ici encore significative. A l'ambition très mesurée succède l'euphorie sans bornes. Du côté des moyens, on insiste ici sur ce que peut faire une entreprise nationalisée moins portée à compter ses profits en fin d'année et disposant d'un appareil de planification plus étendu.

D'autre part, les limites sont clairement affichées : « Vous recherchez d'abord l'efficacité économique par une amélioration continue de la productivité. Les critères habituels de gestion des entreprises industrielles s'appliqueront intégralement à votre groupe ».

On comprend par ce biais pourquoi avoir tant insisté pour garder les mêmes gestionnaires et refuser toute planification plus sérieuse, qui aurait pu conduire à un capitalisme d'Etat, dans l'état actuel de redistribution des pouvoirs, plus rigide et sans doute moins efficace économiquement.

Rupture donc avec le système de propriété et de pouvoir précédent, mais maintien de la concurrence capitaliste comme aiguillon de la logique économique qui guidera les nationalisées. D'où le statut privé pour le personnel des nationalisées à l'instar de Renault par exemple. Pour autant, n'y a-t-il rien de changé ? Plus précisément, la marge de manœuvre sera-t-elle élargie du fait des nationalisations qui permettraient par exemple d'envisager le maintien ou la relance d'activités autrefois condamnées ?

### La place des syndicats et des travailleurs

La question des droits nouveaux des travailleurs est le dernier épisode en date. Plus précisément, maintenant qu'ont été délimitées les bornes à ne pas franchir — la bonne gestion économique — peut s'ouvrir la discussion sur la démocratisation du secteur public. La ligne directrice de Pierre Dreyfus, comme celle de Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé des nationalisations, est assez claire : « Vous aurez à développer une efficace concertation avec les organisations représentatives du personnel : l'entrée très prochaine de représentants du personnel au Conseil d'administration de votre groupe créera de bonnes conditions pour que votre effort soit durablement prolongé ».

Concrètement, deux dispositions vont voir le jour dans la lignée très nette des projets mis en place dès 1945 à la différence près — et elle est de taille — qu'on va s'efforcer d'éliminer soigneusement les syndicats de la participation directe des groupes au nom de leur fonction traditionnelle de contestation.

D'une part, l'élection de représentants du personnel au Conseil d'administration — c'est-à-dire pour un contrôle *a posteriori* — pour un nombre réduit au tiers, la majorité revenant aux représentants de l'Etat.

D'autre part, les fameux conseils d'ateliers, échappant là encore à la tutelle syndicale, dont la fonction plus réduite touchera essentiellement les conditions de travail. Pour l'instant donc, la démocratisation du secteur public prend la forme d'une information plus directe entre les travailleurs et la direction de l'entreprise, qui dispose cependant en dernière instance de tous les pouvoirs.

Faut-il cependant considérer ces mesures comme insignifiantes ? Non comparé à l'arbitraire patronal précédent, mais si l'on se réfère à l'exemple de Renault en 1945 où les mêmes mesures avaient été prises, et où en outre les syndicats avaient été plus directement associés à la direction de l'entreprise, le panorama sur l'autogestion socialiste tant promise en 1978 s'avère plutôt sombre. Il n'atteint même pas le niveau des structures de cogestion en RFA. Et pour cause. Outre-Rhin, les syndicats restent la structure prééminente face aux patrons — mais les syndicats sont sociaux-démocrates. La CGT et la CFDT n'ont pas cette « chance »-là quoi qu'on dise.

A défaut donc de s'appuyer largement sur les structures réformistes classiques à qui seront concédées formellement les instances de représentation demandées, le pouvoir socialiste préfère construire l'ossature de la direction des nationalisées sur l'énarchie gouvernementale et la couche des cadres, dont il est réaffirmé par Jean Le Garrec que « leur rôle est déterminant pour la réussite de la démocratie économique ».

Au total donc, un changement notable du paysage industriel français, une latitude plus grande pour la gestion économique d'entreprises dont la vision à long terme est renforcée un peu à la japonaise, mais une grande incertitude concerne la redéfinition de la place des différentes couches de travailleurs dans le processus dit de démocratisation. On est très loin de la direction effective par les travailleurs. Ou plutôt, les rapports de hiérarchie fondés sur la division du travail doublent les stricts rapports de classes fondés sur la propriété. Cela se fait aujourd'hui au nom de l'efficacité économique.

Jean JAULIN

Pour le Socialisme - 7

**E**N confiant à Georges Valbon, jusque-là président du Conseil Général de Seine-St-Denis, la présidence des Charbonnages de France, le gouvernement offre au PCF un domaine d'action où il n'a pas menagé les propositions : relance de la production, arrêt des importations... Mais il lui met aussi en main l'ensemble du dossier charbon avec ses problèmes aux multiples facettes : énergie, emploi, conditions de travail, pays noirs en sursis... Le PS n'est pas sans avoir réfléchi lui aussi au dossier. Et même si le charbon n'était pas la vedette du débat parlementaire sur l'énergie, la politique charbonnière du PS y

millions de tonnes, et l'objectif du VIII<sup>e</sup> plan pour les années 85-86 en prévoyait 17 et entre 10 et 15 millions de tonnes en 1990. Parallèlement, c'est aussi le nombre de travailleurs qui a fortement baissé avec la fermeture d'embauche et de plusieurs puits, les mises à la retraite anticipée et les reconversions. Alors qu'il y avait plus de 200 000 ouvriers de fond à la Libération, il y en a aujourd'hui 30 000. Des régions entières, des villes qui ont perdu le fondement principal de leur travail, de leur vie, de leur culture... Un métier qui a connu l'une des plus grandes mutations technologiques depuis la guerre mais où les risques demeurent ainsi

apparaît donc comme une source d'énergie susceptible d'alléger cette dépendance. Les ressources françaises exploitables sont certes l'objet de nombreuses contestations, mais derrière l'amplitude des estimations, demeure un potentiel effectivement important : 450 millions de tonnes « réserves économiquement et techniquement exploitables » d'après les Charbonnages de France : 2 milliards de tonnes (« réserves récupérables ») d'après le rapport présenté par René Le Guen, du PCF, devant le Conseil Economique et Social (29 septembre 1981). Accroître la production charbonnière paraît donc un moyen privilégié de résoudre le

place même de la relance du charbon qui est en jeu.

### Relance « bouche-trou »

Relancer, mais avec quel horizon ? 1990 ? 2000 ? Ou avec une perspective à plus long terme ? J.P. Chevènement tente de concilier les deux : « Pour le charbon : il faut se consacrer au court terme en améliorant les méthodes et les matériels de combustion et en éliminant les pollutions, mais aussi viser le long terme en étudiant la gazéification et la liquéfaction profonde

possibles gouvernementaux et de certains dirigeants du PS ? Il semble qu'elle soit liée à la place même de la relance du charbon dans le système énergétique français des années à venir. Deux conceptions sont présentes : pour l'une, le charbon est un moyen d'attendre que d'autres types d'énergie soient techniquement fiables. La relance du charbon apparaît donc essentiellement comme un but à court terme : « Dans la meilleure des hypothèses possibles, deux sources d'énergie seront en mesure, dans les années à venir, de faire contre-poids au pétrole : le charbon (...) et le nucléaire (...) » (G. Sarre). Plus nettement Pierre Bernard, député

## Politique gouvernementale

est apparue nettement, mais non sans quelques discordances.

### La réhabilitation

Thème général : les gouvernements précédents ont fondé le développement de l'énergie en France sur le bas coût relatif du pétrole puis que la maîtrise de l'énergie nucléaire. L'expérience montre qu'une orientation centrée sur une source essentielle d'énergie est dangereuse, en cas d'à-coup financier ou dans les approvisionnements. Le maître-mot apparaît donc dès

parmi les plus élevés... Tel est le cadre dans lequel le PS se propose de relancer le charbon.

« Nous avons la volonté d'organiser le retour au charbon. Il faut que nous sachions programmer et gérer le temps », a déclaré le ministre de l'Énergie, Edmond Hervé, lors de sa visite aux Houillères de Lorraine en septembre. L'objectif chiffré est très clair : 30 millions de tonnes en 1990, soit la moitié de plus qu'aujourd'hui (1).

### Pourquoi ?

Quelles sont les raisons qui pous-

problème de l'énergie : la relance du charbon est nécessaire car « elle est l'une des clés de la diversification de notre approvisionnement en énergie ». (Paul Quilès). Mais il ajoute aussitôt : « La relance de la production nationale est un élément important pour l'indépendance et pour une nouvelle politique de l'emploi ». Telle est la seconde raison, pour le PS, de relancer le charbon. Pour J.C. Bois, conseiller régional du Pas-de-Calais, l'emploi est même la raison principale : « La relance de la production permet de réduire le chômage : un emploi de fond peut induire quatre emplois nouveaux dans différents secteurs ». Et « pas seulement des

sans extraction du charbon ».

Mais sur la question de l'emploi, l'objectif est déterminé et il n'est pas tout proche : « Nous visons l'an 1990 en raison de l'inertie du système énergétique, des multiples rigidités qui caractérisent l'appareil industriel et l'appareil de formation, en raison enfin de la lenteur de la diffusion de l'innovation dans le tissu économique et social ». Paul Quilès paraît donc encore plus explicite lorsqu'il affirme devant les députés la nécessité de « ne pas faire de la question de l'emploi à court terme un préalable », et de savoir quels types d'emplois seront créés et quelles régions en bénéficieront. En clair, pas de fermeture

du Tarn (Carmaux) estime que « le charbon peut faire le lien entre la crise actuelle et les découvertes du siècle prochain. Il est un pont vers l'avenir ». L'autre conception consiste à voir dans le charbon plus qu'un « pont », mais un élément fondamental à long terme parmi les sources d'énergie possibles pour la France. Elle semble minoritaire. C'est ainsi Paul Bladt (député, ancien mineur) qui voit dans le charbon « le seul élément permettant une indépendance totale de notre politique énergétique », et à court terme refuse de voir dans le charbon actuellement un « élément de bouclage », « tributaire des aléas conjoncturels » : « L'ex-

# Relancer le charbon : dans quels buts ?

lors comme : diversifions les sources d'énergie, ainsi que les lieux d'approvisionnement.

C'est dans ce cadre que le charbon retrouve la possibilité d'une relance, après vingt ans de déclin soigneusement planifié : déclin qui devait se poursuivre de façon plus ou moins rapide selon les hypothèses envisagées. Ainsi, alors que, à la fin des années cinquante, la production de houille culminait avec près de 60 millions de tonnes, elle était en 1980 inférieure à 20

sent à cette relance ? Première raison : c'est celle avancée principalement par le ministre par le ministre de l'Énergie et par J.P. Chevènement lors du débat d'octobre : l'indépendance nationale. (« L'indépendance est la maître-mot de notre politique », Chevènement). L'argument pèse : l'économie française est dépendante à 73 % pour son énergie (70 % pour l'uranium et le gaz, 98 % pour le pétrole). Objectif fixé : « Être indépendant à 50 % en 1990 ». Le charbon

emplois de soutien ». Des objectifs chiffrés ? Pour l'ensemble de la politique énergétique, l'objectif est de 600 000 emplois à créer, mais sans plus de précision pour les emplois pouvant être créés par la relance du charbon elle-même.

Mais quelle place pour cette question de l'emploi ? Comment s'articule-t-elle avec l'argument de création d'emplois à court terme ? Autour de ces questions, c'est la

de puits, certes, et même quelques possibilités d'exploitations nouvelles, une reprise de la formation théorique et pratique (3 à 5 ans), une « revalorisation de la profession de mineur », un « effort dans l'amélioration des conditions de travail » (E. Hervé), mais « il serait regrettable que cet argument de l'emploi, souvent mal posé et mal compris, soit le critère déterminant pour définir notre politique énergétique » (Paul Quilès).

Pourquoi cette mesure des res-

plaitation du charbon doit être effectuée en fonction d'objectifs à long terme car les Charbonnages sont une industrie de main-d'œuvre et les inflexions des politiques décidées en ce domaine exigent des adaptations techniques dont les effets sont loin d'être immédiats ».

Evidemment, à cette place de la relance du charbon, est fixée la conception d'ensemble du système énergétique et notamment la place du nucléaire. Si pour Edmond Hervé, il « importe de concilier char-



## LIQUEFACTION ET GAZEIFICATION

Ce sont les deux techniques sur lesquelles se concentre la recherche aujourd'hui. Elles permettent de convertir le charbon en combustibles d'utilisation plus souple : combustibles liquides (procédés de liquéfaction) et gaz naturel de synthèse (gazéification). Plusieurs pays (RFA, Etats-Unis, Afrique du Sud) ont déjà lancé des programmes de gazéification. Actuellement, il s'agit de gazéification ex situ, c'est-à-dire en surface, seule technique bien maîtrisée, mais dont la rentabilité économique ne paraît pas encore atteinte.

Le second procédé (gazéification in situ) permettrait de transformer des veines de charbon situées en grande profondeur en gisements de gaz naturel. Quelques recherches ont été effectuées en particulier dans le bassin de Bruay-en-Artois.

bon et nucléaire et le développement de la pénétration du charbon requiert un programme nucléaire adapté », Paul Bladt « s'inscrit en faux contre l'idée selon laquelle notre indépendance énergétique découlerait d'un recours massif au nucléaire ».

### L'épine de l'importation

Dans le recours au charbon pour diversifier les sources d'énergie il y a en fait deux aspects : la production de charbon et son importation. Si la nécessité de relancer la production de charbon en France est nettement affirmée, l'accent mis sur la consommation de charbon comme source d'énergie, mais aussi comme matière première industrielle varie sensiblement. « Le gouvernement lancera une politique charbonnière ambitieuse », affirme Edmond Hervé, qui ajoute une prévision : la consommation nationale de charbon en 1990 sera comprise entre 53 et 60 millions de tonnes. S'il y a progression, développement, ce n'est pas dans la consommation puisque l'objectif fixé équivaut à un maintien par rapport à 1979 (consommation de 53 millions de tonnes de charbon), mais dans la production. Le maintien de la consommation suppose aussi un maintien des importations : près de 30 millions en 1979 pour une production de 23 millions ; essentiellement de RFA, d'Afrique du Sud (30 % pour chacun) et de Pologne (15 %). Tous les contrats seront-ils renouvelés ? Rien n'apparaît, mais la nécessité de maintenir un taux élevé d'importation, même lorsqu'il s'agit de « compléter la production nationale et non de la remplacer », est justifiée par les exigences de la relance économique d'ensemble : le charbon doit être introduit dans l'industrie ; « il permettrait de diversifier les débouchés des Charbonnages » (P. Bladt) ; le processus de la carbonisation doit être mieux maîtrisé, afin d'aider au développement des industries chimique et sidérurgique ; enfin l'accroissement de la fabrication du coke en France doit empêcher les entreprises sidérurgiques d'aller se fournir principalement à l'étranger.

### Le coût de la relance

Le problème du coût de la relance est d'abord lié implicitement

à celui de l'ampleur de cette relance. Là-dessus, les estimations restent très imprécises et le court terme reste de mise. Ainsi, il est prévu que la subvention d'exploitation passe de 1962 millions de francs en 1981 à 2630 en 1982. De même, se pose le problème de la limite à partir de laquelle il n'est plus rentable de subventionner la relance du charbon : le surcoût moyen, « la prime au charbon », fixé par le gouvernement est de 2,5 centimes la thermie. Mais surtout, le coût de la relance du charbon apparaît dans sa dimension de « coût social » : coût de formation, « coût que peut faire subir à une région la fermeture de puits et l'inexploitation de gisements », coût du chômage, coût de la désulfuration de la houille de Gardanne, destinée à supprimer une source de pollution, coût de la mise au point des techniques de pointe (gazéification, liquéfaction). A quel prix payer la relance du charbon ? Peut-on mettre en balance le coût comparé des différentes énergies dans l'avenir, les aléas politiques et les fluctuations du dollar d'un côté, la vie de régions entières et de milliers de travailleurs de l'autre ? Et selon quels critères ? Est en jeu toute une logique de développement économique.

Pour le ministre de l'énergie, la solution réside dans un « contrat de programme entre l'Etat et les Charbonnages de France ». Voilà une perspective toute tracée pour Georges Valbon. Mais n'est-il pas « hors de question de sacrifier à la production la santé de milliers de mineurs ou leur sécurité », comme l'a rappelé le socialiste J.P. Kucheida ? « Le pays (a-t-il encore) le droit de demander aux mineurs de gagner cette bataille du charbon à n'importe quel prix ? ».

### Annie COSSIN

1) Cependant, il ne semble pas faire la totale unanimité. Du moins, le Premier Ministre se montre-t-il sceptique quant à sa réalisation : « Un objectif de 30 millions de tonnes serait souhaitable, mais il est difficile à atteindre, car il faut tenir compte d'un équilibre économique absolument indispensable qui nous conduit de toute façon, à accroître la production charbonnière ». (Débat à l'Assemblée Nationale, 6 octobre 1981). Pourquoi ces différences d'appréciation ?

JACQUES MAYOUX, c'est désormais le PDG de la Société générale. Ancien élève de HEC et de l'ENA, ancien inspecteur des Finances, président du groupe Sacilor jusqu'à ces dernières années et responsable du Crédit Agricole, Jacques Mayoux est certes moins connu du public que Jean Gandois (maintenu à la direction de Rhône-Poulenc) ou Roger Fouroux, de Saint-Gobain. Mais il illustre assez bien le profil des dirigeants, nouveaux ou maintenus, des cinq groupes nationalisés et des banques.

sance certaine. Ce qui les caractérise généralement, c'est leur absence de lien d'origine familiale ou même financière avec les groupes qu'ils ont pu diriger. Ils sont, à leur façon, le résultat de la concentration du capital, qui a réduit la part des patrons et des entreprises de type familial, au profit de ce qu'on peut appeler des « technocrates ». Ces technocrates ont une histoire.

Dans les années 50 et 60, les hauts fonctionnaires ont joué un rôle considérable dans l'impulsion de l'économie. Mais, à

puisque pour le gouvernement PS il s'agit de redonner aux entreprises nationalisées un rôle moteur, sur le territoire national lui-même. C'est apparemment sur ce genre de problèmes que des antagonismes ont éclaté entre certains dirigeants d'entreprises nationalisables, de banques et les orientations nouvelles. N'a-t-on pas vu Moussa, de Paribas, manœuvrer contre l'Etat, alors qu'il était plutôt étiqueté comme banquier de gauche, tout cela, parce que la logique de bonne firme multinationale dans laquelle il s'était engagé

## 49 PDG d'où viennent viennent-ils ?

Bien sûr, s'ils ont été nommés à ces postes de dirigeants d'entreprises nationalisées, c'est qu'ils n'ont pas battu le tambour contre les nationalisations. Ceux qui sont partis, comme le PDG de PUK, Philippe Thomas, ne s'en étaient pas privés. « Je me sens peu qualifié moralement pour porter la bannière d'un groupe nationalisé », avait-il par exemple déclaré il y a quelques mois. Jean-Maxime Lévêque, ancien responsable du CCF, avait lui aussi dénoncé chaque fois qu'il l'avait pu le principe des nationalisations, accusant le gouvernement de Pierre Mauroy de vouloir prendre le pouvoir dans les entreprises... Si les nouveaux n'ont rien dit ni rien fait contre ce projet, sont-ils pour autant des patrons « sociaux », ou des gens proches du PS ? Il ne semble pas, à part quelques-uns. Au contraire, quand on est passé par la sidérurgie, ou qu'on dirige Rhône-Poulenc depuis déjà pas mal de temps, on sait ce que licencié veut dire. Et ce n'est pas par hasard si Jean Gandois, de Rhône-Poulenc, était devenu la bête noire des syndicats, après les restructurations « sauvages » de son secteur textile. Alors ? D'où viennent-ils ? Quels intérêts servent-ils ?

### Plus de cloison public/privé

Presque tous sont passés par les grandes écoles (ENA, HEC, Polytechnique, Mines) ou les grands corps de l'Etat. Beaucoup ont été inspecteurs des Finances, ont travaillé directement pour l'Etat pendant des années, faisant des allers et retours entre le privé et le public avec une ai-

l'époque ils travaillaient essentiellement de l'extérieur des entreprises, en façonnant indirectement l'économie par les subventions aux trésoreries, par la décision des grands choix concernant tout un secteur. Quand la sidérurgie sur l'eau a été mise en chantier, cela n'a été possible que par la volonté de l'Etat et de ces technocrates, qui construisaient les infrastructures vitales, comme les ports. Dès cette époque, les secteurs qui ont le mieux marché ont été les grandes entreprises nationalisées, qui avaient bien sûr davantage de répondant. Mais progressivement, les grandes entreprises, dont le mouvement de concentration s'était accéléré, ont fait de plus en plus appel à ces technocrates, issus des grands corps de l'Etat, des grandes écoles, à des postes de direction. Cette intervention de l'Etat, de plus en plus interne aux entreprises, s'est poursuivie pendant toute la période gaulliste, avec un développement centré sur le territoire national.

### Leur marge de manœuvre

Sous Giscard, l'orientation a été modifiée, les entreprises ont repris une plus grande autonomie. Certes, l'Etat n'a pas cessé d'intervenir, mais dans un sens assez différent : il a tout fait pour renforcer les entreprises à base française, mais dans le cadre de la compétition internationale, en favorisant leur multinationalisation. Et il semble bien qu'une des contradictions importantes aujourd'hui entre les grandes entreprises et l'Etat réside là,

était contrariée ?

Les contradictions les plus aiguës risquent donc d'éclater du fait de la redéfinition des secteurs de production : on peut prendre l'exemple de Pont-à-Mousson. Fouroux n'avait cessé de batailler, du temps de Giscard, pour orienter le groupe vers l'électronique. Or, il semble bien qu'on lui assigne de nouveau la préfabrication lourde. Ici, on garde le même homme, pour lui faire développer une politique industrielle qu'il désapprouve.

Difficile à dire pour l'instant. Mais il semble bien que, pour l'essentiel, c'est sur ce genre de problèmes que des accrocs peuvent se produire, plus que sur des considérations idéologiques ou directement financières.

### Plus technocrates que bureaucrates

Car ce qui guide ces dirigeants, c'est davantage la puissance économique d'un groupe ou ses possibilités d'innovation technique que le point de vue politique ou les intérêts économiques à court terme d'une famille ou d'un groupe d'actionnaires. De ce fait, ils sont souvent moins entravés, plus « dynamiques » que les capitalistes anciens style, y compris ceux de grosses entreprises comme Peugeot. Et s'ils acceptent de tels postes, souvent moins gratifiants sur le plan financier que dans le privé, c'est qu'ils peuvent ainsi détenir un maximum de pouvoir. Des technocrates, sans aucun doute. Mais certainement moins bureaucrates qu'on ne l'imagine souvent quand on parle de nationalisations.

Monique CHÉLAN

Pour le Socialisme - 9

**L**AVANT-PROJET de résolution adopté par le Conseil national de la CFDT définit l'orientation de la politique d'action qui sera proposée par l'actuelle direction confédérale au prochain congrès, les 24 et 25 mai prochains à Metz.

Evidemment, ce texte, rédigé sous forme de paragraphes que les syndicats sont appelés à amender, ne développe pas l'ensemble des positions de la CFDT aujourd'hui. Beaucoup de ses attendus ne sont que rapidement évoqués. Le texte est pourtant significatif de la démarche de la centrale, de sa manière d'analyser la situation aujourd'hui et d'envisager son rôle.

Ce rôle, la politique d'action repose d'abord sur une analyse de la crise. Celle-ci est à juste titre considérée comme non simplement économique, mais de caractère global, affectant les rapports sociaux, les rapports gouvernants/gouvernés...

*« Dans la société, elle (la crise, NDLR) affecte l'ensemble des institutions, l'école, la famille, les institutions politiques. Elle engendre des revendications d'appropriation du pouvoir dans les entreprises et dans la société, mais aussi des tentations de repli individualiste ou corporatiste ».* Cette description reste pourtant assez générale et imprécise. La crise est appelée « structurelle », remontant à mai 68, sans que soient pris en compte les éléments nouveaux apparus fin 73-début 74.

### Quelle crise ? Quelle issue ?

Mais ce qui pose surtout problème, c'est que l'analyse en termes de crise tient lieu d'analyse du capitalisme, c'est que le terme de crise soit substitué au terme de capitalisme. Ce qui a pour le moins deux corollaires. C'est d'abord que seul est analysé l'aspect régressif de l'expansion capitaliste, considérée comme étant essentiellement marquée par une crise du productivisme. Ce qui entraîne pour la classe ouvrière une division entre ceux qui ont une situation relativement stable, jouissent d'un certain nombre d'avantages acquis et ceux qui ont une situation précaire : les chômeurs, les intérimaires... En bref, une reprise de l'idée de classe ouvrière duale, même si l'expression n'est pas utilisée. Or cette division, réelle mais qu'il faut bien mesurer, n'est qu'un aspect de la situation. On peut aussi espérer qu'elle s'atténue avec la mise en œuvre de la politique du gouvernement. C'est du moins, si l'on en croit le rapport Auroux, l'un de ses soucis majeurs.

Par contre, ne sont pas ou peu prises en compte les conséquences de l'expansion capitaliste, qui a été très importante si on mesure sur une échelle de temps de 25-30 ans et qui est encore aujourd'hui le fait d'une part non négligeable du secteur industriel : l'intensification du

travail, le développement des maladies professionnelles, l'écart de plus en plus grand entre travail de conception et travail de réalisation, conséquences qui touchent aujourd'hui plus que jamais l'ensemble de la classe ouvrière et qui constituent des objectifs de lutte, donc des bases d'unité qui contrecarrent les facteurs de division, ce que semble sous-estimer la CFDT.

Deuxième corollaire de la substitution du terme de crise au terme de capitalisme : pour la CFDT, ce qui compte aujourd'hui pour le mouvement social, c'est essentiellement de sortir de la crise, et non de sortir du capi-

talisme. Certes, ce qui est envisagé, c'est une « sortie non capitaliste » de la crise, la mise en place d'un nouveau type de développement, la mise en place graduelle du socialisme autogestionnaire. Mais la crise apparaît comme une donnée majeure, en quelque sorte fatale, à laquelle le mouvement social est confronté, à laquelle il doit s'assujettir, dont il

doit en fin de compte accepter la réalité et les contraintes.

### La CFDT et le gouvernement PS

Une deuxième idée, exprimée depuis longtemps par la CFDT, sous-tend l'avant-projet de résolution. Avec l'arrivée de la gauche à dominante socialiste au pouvoir, les conditions sont remplies pour mettre en place cette « sortie non capitaliste de la crise », pour aller vers le socialisme autogestionnaire. Mais, ajoute le texte, cela n'est pas suffisant :

### Le rôle de l'Etat

La première, c'est de ne pas tordre le bâton dans l'autre sens, c'est-à-dire sous-estimer le rôle nécessaire de transformation par l'Etat ou, pour être plus exact, par le pouvoir d'Etat et les forces sociales et politiques qui le détiennent. En ce sens, on ne peut, comme le fait le texte, simplement indiquer que les options social-démocrates sont insuffisantes parce que trop « étatistes », ne s'appuyant pas suffisamment sur la mobilisation des travailleurs : « Les options social-

démocratie. Mais ce n'est pas la seule ni l'essentielle. Plus fondamentalement, ce qui la caractérise, c'est la non-remise en cause de la logique capitaliste. En ce qui concerne le PS, on constate une volonté de changement affirmée, des intentions réelles de transformation. Mais s'il y a quelques réalisations, elles ont été à ce jour insuffisantes, souvent même décevantes (en particulier : droits nouveaux, nationalisations, politique énergétique, emploi). La raison principale tient au fait que le gouvernement à majorité PS a, jusqu'à maintenant, à peu près systématiquement cédé à tous les groupes de pression qui se sont présentés : tantôt CNPF, PME, tantôt cadres, tantôt agriculteurs, tantôt CGT... Sa politique apparaît ainsi de plus en plus velléitaire. Le décalage s'accroît entre la volonté affirmée du changement et la réalité de ce changement. Or, la CFDT est amenée à juger aujourd'hui positivement cette politique dans son ensemble, même si elle émet des réserves sur certains aspects (particulièrement la politique énergétique), même si elle affirme qu'elle ne se gênera nullement, le cas échéant, de critiquer le gouvernement, comme l'a déjà fait Edmond Maire en novembre dernier.

### Quelle alternative ?

Il y a, nous semble-t-il, une autre condition pour que le refus de la politique de l'octroi soit positif et efficace. C'est d'être en mesure de présenter une réelle alternative à cette politique, c'est-à-dire fixer des objectifs et donner des moyens pour que la mobilisation des travailleurs puisse être effective. Or, la CFDT ne fait essentiellement que déplorer l'absence ou la faiblesse actuelle de cette mobilisation, ce qui est un fait, et adopter une attitude de culpabilisation : « Le changement social dépend largement de l'action dans la société. Il dépend donc de notre intervention active et autonome et de notre capacité à faire des travailleurs les acteurs du changement. C'est la responsabilité de la CFDT d'impulser la nécessaire mobilisation sociale ».

Et d'où vient la faiblesse actuelle de cette mobilisation ? D'une insuffisante conscientisation des travailleurs, d'un manque de volonté, lui-même découlant de l'état de division de la classe ouvrière et de la montée des corporatismes. Cette montée, d'après la CFDT, ne concerne pas en effet uniquement les patrons, les PME, les cadres, les agriculteurs, etc., mais aussi une partie de la classe ouvrière, celle qui est moins touchée par la crise. Et la réponse apportée pour éliminer cette division, contre la montée des corporatismes qu'elle engendre, conscientiser la classe ouvrière, c'est la solidarité, un des thèmes centraux de la CFDT aujourd'hui, bien explicité dans un article d'Edmond Maire dans *Syndicalisme Hebdo* du 3 décembre 1981 : « Réunifier la classe ouvrière en la solidarisant ». « Surmonter les corpora-

# CFDT : AVANT LE CONGRES

## Les orientations en débat

ce n'est pas principalement par le haut, par des réformes, que des choses vont pouvoir réellement changer. C'est par la mobilisation des travailleurs. Cette idée, ce refus de la politique de l'octroi, qui a été aussi affirmée depuis longtemps par la CFDT, est en elle-même positive. Toutefois à un certain nombre de conditions.

démocrates qui accroissent le rôle de l'Etat pour assurer une répartition plus égale des ressources disponibles restent insuffisantes parce qu'elles sous-estiment la nécessité de la mobilisation des travailleurs pour changer les structures et modifier les rapports de pouvoir au sein de la société ». C'est effectivement une caractéristique de la social-

tismes au sein de la classe ouvrière et plus largement réunifier l'ensemble des salariés dans l'action pour le changement, c'est un enjeu majeur de la période. Sinon ce sera l'échec. Outre que cette idée repose, on l'a vu, sur une analyse unilatérale des conséquences de la crise et du capitalisme, elle apparaît comme une réponse en termes éthiques. Il faut que la classe ouvrière comprenne que, face à la crise, elle est solidaire. Il faut que ceux qui ont une situation de relative stabilité acceptent d'être solidaires, de partager le travail avec ceux qui ont une situation précaire.

Ainsi développé, ce thème risque bien d'être peu mobilisateur, bien peu apte à enclencher une dynamique sociale, pour créer le rapport de force nécessaire et seul capable de balayer les obstacles au changement mis en avant dès maintenant, et qui le seront de plus en plus, par la droite et le patronat et pour lever les hésitations du pouvoir. On peut être d'autant plus sceptique sur l'efficacité de ce thème lorsque l'on examine les formes de mobilisation sociale qu'envisage la CFDT et l'accent mis sur la négociation, notamment par branches et secteurs d'activité. Il s'agit là d'une poursuite de la politique de recentrage définie au précédent congrès. Certes, la négociation peut et doit être un moment de la mobilisation. Elle peut, comme le dit la CFDT, permettre aux travailleurs au niveau de chaque branche, de chaque usine, de mieux s'emparer des questions qui les concernent, ce qui suppose, comme le réclame à juste titre la CFDT, une extension de leurs droits. Mais à trop la privilégier, elle peut aussi devenir contradictoire avec la mise en œuvre d'une véritable dynamique sociale.

### Comment mobiliser ?

Il reste, c'est un fait, que les divisions dans la classe ouvrière, même si l'on peut pour le moins émettre des réserves sur le concept de classe ouvrière duale, est une réalité, un frein pour le mouvement social. C'est donc un réel problème, qu'il faut résoudre rapidement. Or, n'y a-t-il pas là aussi une contradiction entre souligner l'acuité du problème et envisager un délai de trois ans, voire cinq ans pour sa résolution ? Si l'on estime que c'est la problème n° 1, c'est tout de suite qu'il faut prendre des mesures, énergiques, pour partager le travail, résorber le chômage. Et de ce point de vue, le pouvoir d'Etat a une responsabilité particulière. En agissant dans les domaines où il en a le plus les moyens, dans les entreprises nationalisées, en y réduisant rapidement et effectivement la durée du travail, en embauchant des chômeurs; dans le domaine législatif, en mettant en œuvre par priorité les réformes qui peuvent aller dans ce sens.

Certaines sont déjà prises, visant à limiter le recours à l'intérim et à améliorer les conditions de travail des intérimaires. Mais



pourquoi n'avoir pas immédiatement et totalement supprimé cette forme de travail dénoncée depuis longtemps par la CFDT et le PS ? N'y a-t-il pas aussi des mesures plus énergiques à prendre pour favoriser l'embauche de jeunes, de femmes, plus efficaces que celles qui ont été décidées et qui, par exemple à propos des jeunes, ne vont guère plus loin que les stages Barre ?

### Inquiétudes

L'attitude récente de la CFDT

à propos de la réduction de la semaine de travail à 39 h semble bien illustrer les conceptions de la direction confédérale et justifier les inquiétudes décrites plus haut. D'abord la signature de l'accord de juillet 1981 qui enfermait les possibilités de réduction, sur un plan global, dans le cadre des 39 h, renvoyant aux négociations par branches la possibilité d'aller au-delà, et qui a été très contesté au sein même de la centrale.

Mais il faut aussi analyser en détail le résultat de ces négociations, c'est-à-dire les accords qui ont été signés dans plusieurs

secteurs. Ce qui apparaît, c'est sans conteste un certain nombre d'aspects positifs, une réduction effective du temps de travail. Mais elles peuvent laisser souvent au patronat la possibilité d'exiger des contreparties. Et surtout, lorsqu'on en fait un bilan rapide, qui nécessiterait sans doute un examen plus détaillé, le nombre d'emplois que ces accords permettront de créer semble bien faible. De plus, l'attitude de la CFDT sur le problème de la compensation salariale et les récentes déclarations d'Edmond Maire à ce sujet, à la suite de l'ordonnance sur les 39 h, ne vont guère dans le sens de la

mobilisation des travailleurs et augurent mal de la constitution d'un rapport de force dont la nécessité apparaît évidente si on veut obtenir les 35 h, lorsqu'on voit déjà les résistances et les manœuvres patronales contre la réduction effective de 40 h à 39 h. Le refus de proposer par exemple une compensation salariale qui pourrait être intégrale pour les salaires ne dépassant pas deux fois le SMIC (SMIC rehaussé à 3 800 F), et le renvoi aux négociations sur cette question prive les travailleurs d'un objectif revendicatif clair, mobilisateur et laisse le champ libre à ceux qui, par principe ou par démagogie, proposent une compensation intégrale du salaire, quel que soit finalement son niveau, et ne font rien pour que la réduction s'accompagne effectivement de créations d'emplois et d'amélioration des conditions de travail.

Une telle attitude, si elle se généralisait, dans les mois à venir et sur d'autres sujets, risquerait de faire perdre à la CFDT le crédit qu'elle a pu gagner sur différents terrains, notamment à propos de l'extension des droits des travailleurs, sur les questions internationales, en refusant la politique des blocs, et plus récemment sur la Pologne. Crédit qu'elle a pu gagner au détriment d'autres organisations syndicales, et notamment la CGT.

Nous reviendrons ultérieurement sur le débat suscité par la préparation du prochain congrès confédéral. Ce débat, s'il concerne en priorité les adhérents et militants de la CFDT, interpelle en effet tous ceux qui luttent pour un réel changement social dans ce pays. Nous reviendrons en particulier sur l'idée, qui semble admise par la CFDT, qu'avec l'arrivée au pouvoir du PS, les conditions sont remplies pour que la société puisse se transformer en socialisme autogestionnaire, que cela repose maintenant principalement sur la mobilisation des travailleurs, la transformation au niveau du pouvoir d'Etat étant pour l'essentiel acquise.

Manuel DELAMBRE

Lors de la première conférence des secrétaires politiques de cellule, à la rentrée 1981, dans le rapport introductif, nous parlions de contradictions entre le mouvement social et le nouveau pouvoir, de l'émergence d'une gauche nouvelle.

Nous estimions possible (en tout cas nécessaire) de faire converger ces différentes forces de gauche et de constituer une « réelle force de masse ». Cela nous amenait tout naturellement à envisager les exigences propres du Parti.

On soulignait alors les aspects positifs de notre activité, et les points noirs qui en découlaient :

- difficulté d'unification par rapport aux nouvelles orientations;
- rarification des campagnes du Parti;
- peu de participation des camarades dans la recherche du projet.

D'où la nécessité de :

- repréciser le rapport Gauche Nouvelle - Construction du Parti;
- promouvoir les nouvelles orientations (éducation, formation);
- adapter le fonctionnement du Parti.

De cette nécessité se dégagent deux axes complémentaires l'un de l'autre :

- 1) La structure unitaire (concrétisation de la construction de la gauche nouvelle).
- 2) L'organisation communiste élaborant une stratégie, renouvelant la doctrine, prenant en charge le projet socialiste.

Cette réunion, dans son ensemble, a montré « le flou, le désarroi », en tout cas le trop peu de discussions et de débats qu'il y avait dans le Parti sur les nouvelles orientations.

Depuis ce compte rendu de réunion, je n'ai pas vu de textes du Parti donnant un point de vue différent sur la situation politique en France, sur l'analyse de cette situation (ce qui tendrait à faire croire qu'elle est toujours la même ?)

Pour ma part, je pense que nous pouvons dire des choses nouvelles depuis dix mois de gouvernement de gauche.

- Quel bilan tire-t-on des actions menées, des décisions prises ?

- Que penser de l'attitude de la droite, du patronat, des divisions syndicales, des travailleurs face au gouvernement, de la « gauche de la gauche », du travail du Parti ?

Pour ce qui nous intéresse ici, plus directement, il apparaît qu'aujourd'hui le regroupement souhaité, cette perspective de renouvellement politique et de

## « Repréciser le rapport gauche nouvelle - construction du Parti »

construction d'une nouvelle force politique ne se dessine pas. Les réponses restent partielles, sectorielles et la mobilisation dure à opérer. Les écologistes anti-nucléaires n'ont pas développé dans la période un large travail de masse, les femmes non plus (le 8 mars sera peut-être le début).

Les syndicalistes ne sont pas unifiés sur les revendications. Ils n'envisagent pas la lutte sous l'angle stratégique. Des alliés potentiels comme le PSU semblent faire cavalier seul... (avec la majorité !).

Quelle est la position du Parti sur la situation actuelle ? Pense-t-il que « les questions politiques permettant de redonner vie à un courant révolutionnaire ont surgi » ou non ?

C'est là, à mon avis que le bât blesse; le Parti ne s'est pas assez exprimé :

- soit sur la difficulté à mettre en œuvre les nouvelles orientations;
- soit sur leur abandon, en expliquant pourquoi.

À Grenoble, je trouvais que nous étions allés dans ce sens, de travailler d'une façon nouvelle, de peser mieux sur le mouvement social. Je donnerai pour exemple :

- le développement du soutien à l'Afghanistan, qui aujourd'hui existe de façon autonome;
- le soutien à la Pologne

dans le cadre d'un comité aux composantes très diversifiées (ce n'est d'ailleurs pas toujours facile).

- le travail dans un collectif grenoblois pour la paix et le désarmement (à ce propos, une petite anecdote : alors que, dans ce collectif, nous avions un point de vue minoritaire, et que les libertaires avaient fait la suggestion d'appliquer la règle de la majorité, un large consensus s'était fait pour que nous développions nos idées);

- le syndicalisme est un autre bon exemple de secteur où toute attitude simpliste, donneuse de leçons est à bannir si l'on veut être écouté. C'est au contraire en ayant un point de vue adapté aux situations, en faisant certaines concessions, en s'accrochant à la tâche, que nous marquons des points.

Evidemment, toutes ces interventions ne se font pas au nom d'un Parti dont on brandit les initiales avant de prendre la parole. Plus que cela, ce sont des idées que nous avançons, des points de vue qui, étant donné leur justesse et leur cohérence politique, font des adeptes. Petit à petit, la perception d'un PCR sectaire, hermétique, est battue en brèche.

À mon avis, la question de fond qui est posée ici est celle du type d'organisation dont nous avons besoin aujourd'hui en France; nous ne pouvons faire fi du mode de fonctionne-

ment qu'elle devrait adopter. Et ceci nous amène tout naturellement à faire le bilan de la nôtre et éventuellement proposer des changements. Mais est-ce par là qu'il fallait commencer ? Je pense que non.

- La parution des nouveaux statuts : le Parti aurait dû d'abord répondre à la question de l'organisation dont nous avons besoin, en expliquant pourquoi nous devons l'améliorer (pas de renforcement significatif du Parti, en nombre de militants; on ne pèse pas suffisamment sur le mouvement social; pas de prise en charge collective dans l'élaboration du Projet; pas d'unification sur les nouvelles orientations).

- J'ai trouvé inattendues les propositions d'action sur la Pologne (intervention classique, pas du tout « type nouveau », un peu isolée);

• sur l'emploi (même type de critiques).

Et puis, par ailleurs, de graves lacunes, comme le travail syndical, par exemple. Quand on sait toutes les forces militantes que nous avons investies dans les syndicats, qui pouvaient faire avancer des idées progressistes...

Nous disions que les syndicalistes étaient une des composantes principales de la troisième force...

Mais il est malheureusement impensable d'envisager un travail sérieux sans une réflexion de fond, une analyse minutieuse et une vue d'ensemble de ce secteur. Quelle est la prise en charge du Parti actuellement ?

- Sur cette question du fonctionnement, Je suis d'accord avec certains camarades grenoblois qui ont déjà très bien exprimé les choses : je pense que de façon conjoncturelle nous avons besoin d'une organisation révolutionnaire, qui réactualise la théorie, et qui tienne compte aussi des différentes sensibilités qui existent dans notre pays, qui soit à l'écoute.

Il lui faudra donc un fonctionnement adapté : les statuts proposés ne me paraissent pas aller dans ce sens.

- Quant à la proposition qui est faite par le CC de créer une commission centrale, les principaux dangers que j'y vois sont :

• faire une organisation de spécialistes de la théorie d'un côté, les praticiens de l'autre;

• court-circuiter d'éventuels débats qu'il peut y avoir dans le Parti;

• ne pas mettre l'accent sur la formation et l'éducation des militants;

• et surtout, ne pas repenser fondamentalement le type d'organisation dont a besoin notre pays pour avancer vers une société socialiste.

Florence, Grenoble.

Un des chapitres du bilan ne me satisfait guère. C'est celui qui aborde la question du bouleversement idéologique du milieu des années 70. J'en rappellerai brièvement la logique, telle qu'elle m'est apparue :

*A l'origine, plusieurs événements.* Certains, un peu lointains, comme la parution des œuvres de Soljenitsyne et la campagne alimentée par les nouveaux philosophes, contre le stalinisme, mais aussi Lénine et Marx. Les autres sont plus récents : la mort de Mao et l'élimination de la « bande des Quatre » en Chine, la polémique sino-albanaise, les conflits en Asie du Sud-Est, la dictature au Cambodge, les tentatives incessantes de liquidation de la Résistance palestinienne, le débouché antidémocratique de la Révolution iranienne, la stagnation du mouvement des pays du Tiers-monde. Sur le plan intérieur, l'exposé est plus bref, il est simplement fait mention des divisions nouvelles introduites par la crise.

#### *Les manifestations :*

- Tous ces événements entraînent un net ralentissement de l'espoir révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Dans le même temps, et sur cette base, une campagne anticommuniste se développe, analogue dans ses thèmes à celle de la guerre froide, où le marxisme est mis systématiquement en accusation et assimilé au totalitarisme et au goulag.

- Dans cette situation, une faible partie des forces révolutionnaires défend la voie révolutionnaire, tandis que le plus grand nombre connaît une sérieuse crise de référence, crise de l'activité militante, crise des perspectives révolutionnaires : repli sectoriel, valorisation de l'individualisme, scepticisme sur la possibilité de transformation radicale de la société.

- Les courants non marxistes de gauche de la CFDT ou du PS s'efforcent de présenter le marxisme comme dépassé.

- Des scientifiques se mettent à contester le marxisme en tant que science des sciences, et aussi en tant que science sociale.

#### *Les facteurs explicatifs :*

- Ces bouleversements, est-il dit, n'ont pas pour cause fondamentale un rejet du socialisme, assimilé aux pays de l'Est ou du communisme identifié avec le PCF. Car cela n'est pas nouveau.

- Ils ne sont pas non plus fondamentalement liés aux limites théoriques des forces révolutionnaires. Celles-ci sont trop peu développées, relativement marginalisées pour pouvoir endiguer l'apparition d'une telle vague idéologique.

- En fait, est-il dit, si les modifications de la situation internationales ont un tel effet, c'est qu'elles remettent en cau-

## A propos du bouleversement idéologique du milieu des années 70

se un cadre référentiel marqué avant tout par des limites, des faiblesses, des schématisations. En bref, un terrain trop vulnérable pour pouvoir résister à la vague antimarxisiste.

Un tel exposé m'apparaît pour une bonne part unilatéral, et ceci, de plusieurs points de vue.

Il me semble en tout premier lieu utile de délimiter assez précisément de quoi l'on parle lorsque l'on s'efforce de caractériser le bouleversement idéologique. De quoi l'on parle, ou plutôt de qui ? S'agit-il des « larges masses » selon une expression qui a quelque peu

vieilli, ou des sphères militantes (syndicalistes, militants d'associations, partis politiques de gauche ou d'extrême-gauche) ? Le texte de bilan semble évidemment s'intéresser avant tout à la seconde catégorie. C'est un raccourci un peu gênant, non seulement pour une question de démarche, mais parce qu'il en résulte quelques ambiguïtés.

Parlons par exemple des événements qui ont alimenté les changements idéologiques. Notre troisième Congrès abordait déjà, on s'en souvient, cette question, en la resituant dans une perspective plus étendue, celle de la « crise

politique », c'est-à-dire de la faillite d'un modèle de domination de classe, s'attachant à décrire les manifestations concrètes dans tous les domaines de la vie (famille, école et, à un moindre degré, travail) des changements. On se souvient aussi que le rapport politique présenté au dernier Congrès notait que « la crise idéologique ne produisait pas mécaniquement la remise en cause du caractère capitaliste de cette société et l'adhésion à la perspective révolutionnaire ». « L'expérience de la crise des valeurs bourgeoises... pouvait entraîner un désarroi et un pessimisme sur les possibilités de transformation radicale de la société ». Cette analyse développée au 3<sup>e</sup> Congrès me semble, quant à moi, toujours juste. Les changements idéologiques du milieu des années 1970 sont bien liés à une maturation en profondeur, et sur une longue période, des rapports entre les classes en France. Ces changements n'ont d'ailleurs pas seulement un caractère régressif. Ils sont fondamentalement subversifs.

Sans doute le texte ne nie pas cela, il parle, sans le dire, d'autre chose, à savoir de l'impact dans les couches militantes, dans la mouvance « extrême-gauche » d'un certain nombre d'événements, essentiellement internationaux. Il aurait été important de resituer la toile de fond, car c'est, à mon avis, cet environnement qui explique l'effet multiplicateur dans les couches militantes, des événements négatifs mentionnés, bien plus qu'une sorte de vulnérabilité congénitale de ces militants, à l'offensive idéologique de la bourgeoisie. Ces qualificatifs ne manquent certes pas pour appuyer cette thèse : populisme, basisme, libertaire, etc. On ne saurait dire qu'ils ne décrivent par une partie de la réalité, mais la thèse n'en est pas pour autant fondée. J'en proposerai une autre.

Pour des militants révolutionnaires se réclamant du marxisme, y compris parmi ceux qui n'en avaient pas une conception ossifiée, et à plus forte raison pour ceux qui s'y référaient d'une façon lâche, tout en « défendant fermement », comme il est dit dans le texte « la voie révolutionnaire », les événements internationaux des années 75, 76, 77 posent des questions nouvelles, au sens fort du terme, à savoir auxquelles il n'était pas possible de répondre auparavant, car personne ne les posait. J'en citerai plusieurs : quelle est l'articulation entre les luttes de libération nationale et les révolutions prolétariennes à partir du moment où les premières conduisent à des régimes condamnables ? Comment faut-il les soutenir, n'y a-t-il pas un risque à s'en tenir à des positions de principe ? Les luttes politiques menées pendant

la révolution culturelle, dans leur forme comme dans leur fond, sont-elles adaptées à une modification en profondeur de la société chinoise ? Le rôle d'un parti dans la transformation socialiste n'est-il pas à réfléchir de nouveau ? On pourrait les multiplier. Naturellement, il s'agit là d'une façon positive de poser les questions, en amorçant leur solution. Ce que je veux souligner, c'est que de nombreux militants se sont posés de tels problèmes sans y trouver de solution. Or, il n'y a pas énormément de façons de maintenir son engagement révolutionnaire : soit l'on est porté, et l'on se sent responsable d'un mouvement de masse, soit l'on est capable de relativiser les reculs du mouvement, sur la base d'une confiance dans la validité des choix stratégiques que l'on a fait. Lorsque cela s'effrite des deux côtés, il est difficile de dire qu'on est particulièrement vulnérable !

On le sait bien, ce qui manque aux militants, c'est une théorie qui, partant de la dynamique concrète actuelle de la lutte de classe en France (et dans le monde, car c'est un des points faibles de la théorie des trois mondes) décrive les conditions d'une transformation sociale en profondeur. Le marxisme, y compris dans ses développements récents, s'avère insuffisant, limité, et souvent inopérant.

On m'objectera peut-être que tel est bien l'esprit du texte de bilan proposé. Pourquoi alors mettre sur le même plan, dans les manifestations des changements idéologiques, la campagne anticommuniste de la nouvelle philosophie, et la crise de la subjectivité révolutionnaire ? Y aurait-il un autre enjeu à cette juxtaposition que de suggérer un lien entre ces deux phénomènes ? Je ne dis d'ailleurs pas que ce lien n'existe en aucun cas. Je dis qu'il existe suffisamment de raisons internes au mouvement révolutionnaire à des remises en question pour ne pas avoir à présenter avant tout les choses en termes de guerre ou de vague idéologique. On peut tout aussi bien, et j'aurais tendance à le faire, insister sur l'aspect positif que comportent ces remises en cause : refus d'un engagement révolutionnaire trop idéologisé, responsabilisation à longue échéance de chacun, recherche d'une coïncidence avec le mouvement réel.

Je reprendrai en conclusion une phrase de JFV dans PLS n° 58 : « S'il y a une nette différence entre communisme et progressisme, il y en a une tout aussi nette entre progressisme et ce qui est réactionnaire ».

Freddy, Nantes.

# Tribune de discussion du 4<sup>e</sup> Congrès du PCR

Au moment de notre troisième Congrès, on parlait en termes de recul de la Révolution dans le monde : les revers essayés, on avait tendance à les expliquer par des causes conjoncturelles, le gauchisme en Chine, l'opportunisme au Vietnam...

Aujourd'hui, il apparaît que les causes de ces revers ne sont pas seulement conjoncturelles et en s'interrogeant sur la dernière décennie on questionne aussi toute une conception de la stratégie révolutionnaire qui a abouti à ces revers.

Dire que l'on questionne cette stratégie ne signifie pas que l'on rejette tout ni que l'on juge les faits et les idées de façon anhistorique. Mais à l'évidence des idées qui avaient la force de certitudes et qui ont mis en mouvement des millions d'hommes ont généré des faits qui allaient à l'encontre de ces idées.

L'œuvre de Marx qui s'inscrit dans un courant généralisé de développement de la science au XIX<sup>e</sup> siècle a fait franchir un bond considérable à la connaissance humaine. Mais un marxisme dénaturé, ramené à l'existence de lois « immanentes » de fonctionnement de la société, a sévi pendant des décennies dans le mouvement communiste. Alors que le débat théorique aurait été une nécessité vitale, on y a mis un terme brutalement (ainsi par exemple un débat sur l'économie socialiste dans l'Union soviétique des années vingt) !

Alors que la société se modifiait profondément, ce qui appelait des réponses nouvelles, il n'y a eu progrès théorique ni dans la conception du socialisme, ni dans celle de la lutte contre le capitalisme, pas de progrès dans ces domaines signifiant recul ! Il y a eu certes une avancée théorique : celle forgée par Mao et le PCC. Mais malgré les applications plus générales de cette avancée dont nous pouvons bénéficier pour notre propre lutte dans les pays capitalistes, on est forcé de reconnaître qu'elle a surtout concerné la lutte révolutionnaire dans un pays du Tiers-Monde.

Le mouvement révolutionnaire qui s'est reconstitué dans les pays capitalistes a été d'autant plus marqué par cet héritage que la lutte contre le révisionnisme a été assez largement (dans un premier temps) identifiée à la défense de Staline. Comment expliquer autrement que par cet héritage l'incapacité de ce mouvement révolutionnaire naissant à prendre en compte les mutations profondes de notre société ?

Toute avancée crédible d'un nouveau projet révolutionnaire me semble liée à l'application qu'on sera capable ou non de porter sur la décennie passée, mais aussi sur plus d'un demi-siècle d'histoire du mouvement ouvrier et révolutionnaire.

On se trouve aujourd'hui confronté à la nécessité d'une rupture dans le domaine théorique, c'est-à-dire d'une refondation des bases de la théorie révolutionnaire.

Quand on y réfléchit cela n'a rien d'étonnant ! En effet d'une part il y a eu ce non-développement (pour le moins) et cette dénatura-tion du marxisme pendant des décennies, d'autre part la société capitaliste a connu de profondes mutations :

— Au niveau économique : on est entré depuis les années soixante-dix dans une crise profonde (de même ampleur bien que de nature différente que les crises des années 1880 et 1930) au terme de laquelle se mettent et se mettront en place des mécanismes nouveaux de régulation du capitalisme. Par ailleurs la production capitaliste s'est très largement internationalisée et les firmes multinationales sont devenues aujourd'hui une force dont les moyens de pression sont parfois considérables.

— Au niveau sociologique on a assisté à des transformations considérables :

— une tertiarisation et une salarisation croissante de la population active

— une tendance à une différenciation de la classe ouvrière

formations ne débouche pas pour autant sur un rejet du marxisme. Au contraire il s'agit de l'actualiser, le développer et l'enrichir !

N'est-il pas dangereux pour la défense de la théorie de se voiler les yeux devant les changements intervenus (et les erreurs du marxisme ou de certaines de ses applications) ? N'est-ce pas une démarche en fin de compte anti-théorique que de se raccrocher à un marxisme non vivant dont les réponses sont inadaptées à la situation que nous vivons ?

Devant la nécessité de cette rupture, à quoi assiste-t-on ? Certes à des débordements, à des prises de position précipitées qui peuvent s'expliquer en partie par le sentiment d'un échec de longues armées militantes, à une tendance à rejeter le marxisme.

Mais en réponse à des positions qualifiées de « libérales » on assiste aujourd'hui à une crispation « conservatrice » et à une conception rigide de la défense de nos acquis.

## « Ce n'est pas d'une organisation partidariaire que nous avons besoin »

— la diminution de la pay-sannerie

— une attitude nouvelle par rapport au travail

— Au niveau politique la montée du PS représente un phénomène nouveau et contradictoire : à la fois impasse provisoire de toute perspective révolutionnaire et réelle volonté de changement ; cette nouvelle réalité politique (incluant également la décroissance du PCF) doit être intégrée à nos analyses, et l'insuffisante perception de ce phénomène à notre bilan.

— On peut également déceler dans la situation internationale de profonds changements : la croissance des risques de guerre, l'affrontement Nord-Sud, la prise de conscience croissante des problèmes de développement du Tiers-Monde (famine...), l'évolution de la Chine...

La refonte de la théorie marxiste doit être à la hauteur de ces transformations.

Prendre en compte ces trans-

Cette attitude a figé les choses : elle a permis le renforcement d'un courant conservateur dans le parti ! Là où il aurait fallu écoute, ouverture, indulgence, combien de militants ont eu l'impression de ne pas être entendus ou compris ?

N'est-ce pas de cette attitude que découlent la mise au premier plan de la discussion sur les statuts, l'absence d'initiatives concernant le mouvement progressiste, la réaffirmation (sans discussion possible) du concept de parti de la classe ouvrière, la proposition d'une plateforme communiste pour les nouveaux mouvements ?...

## Mais où sont les Nouvelles Orientations ?

Pourquoi, depuis le lancement des Nouvelles Orientations, y a-t-

il eu cette coupure entre la réflexion centrale sur un projet socialiste et la pratique locale d'expérimentation des Nouvelles Orientations ?

Ce caractère dualiste qu'a pris progressivement notre pays n'est-il pas aujourd'hui la source de nombreux problèmes que nous connaissons ?

Et pourquoi depuis plusieurs mois le débat se polarise-t-il sur le fonctionnement du parti ? Pourquoi dans ce débat aucune référence n'est-elle faite à la réactualisation et à l'enrichissement des Nouvelles Orientations entrepris depuis septembre 1981 ?

Or, que nous disions-nous en septembre-octobre 1981 ? Les choses étaient envisagées à deux niveaux : celui de l'organisation progressiste et celui de l'organisation révolutionnaire.

Il est certain que les mois écoulés n'ont pas confirmé l'émergence d'une nouvelle force politique à gauche dans la gauche. On peut même dire que les bases de cette organisation n'ont pas encore été jetées. En effet trop de problèmes demeurent à régler, le premier de tous étant : comment apprécier l'expérience gouvernementale en cours. (De ce point de vue il me semble que le mouvement progressiste est tiraillé entre le suivisme et l'opposition stérile). Mais faut-il attendre la naissance d'une organisation progressiste pour modifier le parti ?

## De quelle organisation avons-nous besoin aujourd'hui

A mon sens ce n'est pas d'une organisation partidariaire que nous avons besoin ! Il nous faut une organisation de « transition », c'est-à-dire une organisation qui nous fasse passer progressivement d'une situation de petit parti communiste révolutionnaire, déchiré entre certaines de ses racines historiques et sa vision novatrice de l'avenir, à une situation de large parti révolutionnaire qui se sera affranchi des aspects les plus encombrants de ses origines et qui saura définir une voie réellement socialiste pour notre pays.

Or cette organisation devrait entamer et promouvoir un effort gigantesque en matière de refondation du marxisme et poursuivre en même temps la pratique d'un type nouveau engagé avec les Nouvelles Orientations dans le mouvement syndical, le mouvement anti-impérialiste et les nouveaux mouvements.

Cette double nécessité débouche-t-elle inéluctablement sur le dualisme constaté dans le parti ? (dualisme caractérisé notamment par le décalage entre la réflexion centrale sur le projet socialiste et la nature des interrogations de beaucoup de camarades).

Ne peut-on concevoir un fonc-

tionnement de l'organisation qui réalise une certaine jonction entre la réflexion stratégique et la pratique sociale immédiate ?

Il est certain que, dans la non-appropriation par le parti du projet, il y a des raisons qui tiennent à une insuffisance de l'éducation. Mais n'y a-t-il que cela ?

Malgré l'allègement des tâches militantes que la lutte contre le gauchisme a instauré, le système militant partidariaire et groupusculaire avec sa logique de fonctionnement n'interdit-il pas souvent aux camarades engagés dans une activité sociale intense de prendre le recul nécessaire pour réfléchir aux questions stratégiques et les étudier ?

Par ailleurs, la « gestion » de l'organisation qui incombe à la direction et le temps consacré à la réflexion stratégique ne conduisent-ils pas à une situation où la pratique des organisations locales n'est pas suffisamment prise en compte et donc intégrée au processus d'élaboration de la ligne ?

Il y a un risque que les propositions actuelles (c'est-à-dire la mise sur pied d'une Commission Centrale et le maintien du parti en l'état) conduisent à un déconnectage encore plus grand entre une partie pensante et une partie agissante.

Quelles garanties pourra-t-on avoir que les avancées théoriques passeront au niveau de la pratique du parti et que la pratique (sur la base des Nouvelles Orientations) nourrisse ces avancées théoriques ?

Il y a un risque que nous soyons conduits d'ici un an à opérer les changements nécessaires sur la base d'un constat d'échec supplémentaire, ce qui n'ira pas dans le sens de renforcer une subjectivité révolutionnaire bien défailante aujourd'hui.

Est-ce que la fidélité au projet révolutionnaire passe aujourd'hui par l'affirmation de caractère nécessairement symbolique d'un parti révolutionnaire ?

Ne passe-t-elle pas plutôt par la transformation de notre parti en organisation révolutionnaire se fixant pour double but de contribuer :

— à l'élaboration d'une théorie pour notre révolution à partir d'une confrontation du marxisme à la réalité sociale actuelle (en essayant d'opérer un tri entre ce qui est faux, ce qui est dépassé et ce qui reste vrai dans le marxisme, le léninisme, le maoïsme) et en s'appuyant notamment sur la recherche marxiste en sciences sociales.

— à la construction d'un parti progressiste réalisant la synthèse des aspects positifs des mouvements ouvriers, communiste, social, autogestionnaire (ce qui est la condition pour unifier les comportements politiques et culturels de notre peuple dans la lutte contre la bourgeoisie afin de construire une nouvelle hégémonie).

Norbert (Grenoble)

Dans la définition de notre rapport à la gauche, le parti a indiqué notamment : « *Le nouveau pouvoir est largement perçu dans le camp populaire comme un allié dans la lutte pour la transformation sociale* », ce qui dit-on amène à « *exclure le pouvoir politique de la cible de la lutte du mouvement des masses* ». Si dans leur ensemble, ces affirmations nous semblent justes, nous pensons cependant qu'elles sont unilatérales et réductrices sur les points suivants :

précises face à l'opposition de droite. Un sentiment inverse existe que rien n'existe vraiment au quotidien...

De même que si une frange notamment de syndicalistes pensent que l'intervention des travailleurs est nécessaire pour aller plus vite et plus loin dans la mise en cause des réformes du gouvernement, l'attentisme demeure très fort chez les travailleurs.

Tous ces éléments contradictoires entraînent effectivement

se saisir des nationalisations pour faire connaître notre propre conception sur les nationalisations, leur utilité. Les nationalisations devraient être des lieux d'expérimentation sociale

— sur le contenu du travail  
— sur l'organisation du travail  
— sur les droits nouveaux des travailleurs, et pas seulement les droits nouveaux pour les syndicats...

— sur le rapport Auroux, outre dénoncer ses insuffisances, nous devons faire des contre-

## A propos de notre rapport à la gauche

Certes, le gouvernement est considéré par la masse des travailleurs comme un partenaire positif, auparavant schématiquement il y avait le patronat, le gouvernement face aux travailleurs et syndicats.

Maintenant, il y a le patronat, de l'autre côté les travailleurs, les syndicats, et le gouvernement jugé plutôt à côté des travailleurs mais pas exclusivement.

Face aux luttes, notamment dans le privé, le pouvoir politique est souvent exclu de la cible des luttes d'autant que les syndicats appuient cette idée du patronat responsable de tout.

Cependant, dans la fonction publique, si les griefs sont d'abord adressés aux directives d'administration coupables de freiner le changement de plus en plus l'État patron est pris pour cible (diminution du temps de travail, blocage des titularisations, manque d'effectifs...).

Plus qu'un allié, le gouvernement est considéré comme un **partenaire** pouvant être positif pour les travailleurs. Aussi il faut le ménager. D'autant que la droite et certaines couches sociales, agriculteurs avec la FNSEA, le corps médical, certaines professions libérales et les cadres s'opposent au gouvernement.

Si l'idée mûrit chez les travailleurs qu'il faut aider le gouvernement à réaliser des réformes

que toute tentative de construction d'une alternative révolutionnaire à partir du développement dès maintenant d'une opposition frontale au PS ou à partir de l'addition des mécontentements suscités par tel ou tel aspect de sa politique ne prenant pas en compte la perception réelle du pouvoir socialiste par les masses aujourd'hui, une telle perspective serait inévitablement conduite à la marginalisation...

Reste la question : comment agir pour aider le mouvement populaire à produire à partir de sa propre expérience, une analyse critique du pouvoir socialiste en le constituant progressivement en force conflictuelle avec lui du fait de l'impossibilité de ce dernier à résoudre quant au fond, les contradictions de notre société.

Le parti nous semble ne donner que des axes de type économiciste qui représentent le travail que nous devons effectuer dans nos syndicats à savoir :

— lutte contre le chômage, action pour l'emploi  
— droits des travailleurs avec un contenu très restrictif...  
— l'école

Nous pensons que le parti doit aussi :

— axer son effort d'explication auprès des travailleurs sur des thèmes plus généraux, notamment le rapport au travail, le rapport au pouvoir.

propositions afin de développer le pouvoir des travailleurs.

Dans le domaine de la décentralisation :

— sans nier les aspects positifs de la loi de décentralisation, faire de la décentralisation l'idée d'une véritable décentralisation donnant droit de pouvoir aux diverses représentations locales, élus mais aussi associations, syndicats...

— développer notre idée sur la planification, l'autonomie des régions...

— la lutte contre les écarts doit demeurer un axe important de notre lutte politique, lutte contre la hiérarchie, lutte contre le travail manuel, travail intellectuel, lutte pour une réelle politique fiscale.

Pour conclure la nécessité d'un projet révolutionnaire crédible tenant compte de la spécificité de notre pays (pays industrialisé, ancré dans une économie mondiale, avec ses propres valeurs culturelles) est le seul moyen à long terme pour que le parti puisse jouer véritablement son rôle.

D'autre part, il nous semble qu'il est aujourd'hui nécessaire de répondre aux questions que beaucoup de militants se posent aujourd'hui : quelle est la spécificité du projet de société du Parti Socialiste ? A quel type de logique il obéit ?

Section Nord

## Au sujet du chapitre « Sur le mouvement social de la première moitié de la décennie 70 »

Il ne s'agit pas ici de proposer une contribution complétant ce texte, car il faudrait faire une étude politique approfondie des années en question. Je voudrais simplement présenter quelques remarques d'après les souvenirs que j'ai de cette période.

On examine ce « mouvement ouvrier populaire », en disant qu'on a surestimé son caractère révolutionnaire. Mais peut-être faudrait-il le resituer par rapport à l'ensemble des forces sociales et politiques d'alors. Le donner en exemple et le soutenir était une chose, voir ce qu'il représentait réellement à l'échelle de la classe ouvrière et de la société en serait une autre : c'est le problème de la partie et du tout, que nous avons reconstruit à plusieurs reprises.

Si l'on admet que l'on a surestimé le poids réel de ce mouvement, on peut se demander s'il fallait l'envisager comme un levier politique autour duquel s'axaient nos interventions. En particulier, je me demande si, dès 1974 (élections présidentielles) un nombre croissant de militants (de gauche, syndicalistes...) n'inscrivent pas leurs perspectives d'action dans le cadre du Programme Commun. Les choses étaient-elles aussi tranchées entre « aspirations au changement » et « aspirations révolutionnaires » ? Et même, parmi ceux dont les aspirations au socialisme étaient claires, nombreux étaient ceux qui mettaient l'union de la gauche au pouvoir comme préalable, ce que nous ne faisons pas.

Il faut se demander, si, en privilégiant les dernières vagues du mouvement populaire ouvrier, avec comme perspective le mouvement d'ensemble, nous n'avons pas déserté les autres terrains politiques, en particulier le débat autour du Programme Commun. Nous nous situons délibérément

à l'extérieur de cette perspective, en la dénonçant même comme « derniers recours de la bourgeoisie » (si je me souviens bien), au moment même où (avant 1976) nombre de syndicalistes, Piaget, par exemple, et d'autres sans doute opèrent déjà une reconversion vers la perspective de l'union de la gauche, pour tenter de l'infléchir de l'intérieur.

N'aurait-il pas été efficace, alors, de participer à une telle démarche de questionnement de la gauche, ce qui aurait donné, par la suite, un autre sens au Manifeste, qui, avec un certain décalage, donne des éléments d'alternative au Programme Commun. Pour caricaturer un peu, n'est-ce pas une période où nous avons rompu tout débat avec les militants de la gauche institutionnelle tandis que dans les grèves ouvrières, nous cherchions à recruter des « Piaget locaux », souvent en vain ?...

Il faudrait également rediscuter de cette perspective du « mouvement d'ensemble ». Il est vrai qu'elle était dans l'air, mais chez qui ? A-t-on jamais vu dans l'histoire du mouvement ouvrier, un tel mouvement se déclenchant à partir de luttes exemplaires et en dehors des structures syndicales ? Il faudrait se demander si cette perspective n'existe pas, dans la tête d'un certain nombre de syndicalistes, avec comme référence une lecture spontanéiste de mai 68. Le « mouvement d'ensemble » n'est-il pas le dernier avatar des illusions soixante-huitardes sur la possibilité de contourner et déborder les partis et les syndicats à partir de quelques points d'appui et d'organisation nées des luttes (coordinations) ?

J.P. CHAMPAGNY

# Tribune de discussion du 4<sup>e</sup> Congrès du PCR

Le Parti donne aujourd'hui plus d'importance aux questions culturelles. Pour faire la révolution, construire l'hégémonie veut dire en tenir compte. Il est nécessaire d'être plus précis pour saisir pleinement leurs aspects particuliers, voir en quoi cela modifie nos moyens d'intervention et notre façon de faire de la politique. C'est à cela que je voudrais contribuer.

Les questions 8, 9 et 10 du texte de réflexion sur le projet socialiste envisagent le problème sous un angle bien précis : constituer une nouvelle culture politique est constituer le sujet historique de la révolution. Dans ce cadre, on définit en quoi ces facteurs culturels sont différents des trois niveaux reconnus dans le schéma marxiste classique : économie-idéologie-politique; il s'agit de « *normes intériorisées et ainsi profondément enracinées* », qui apparaissent aux individus comme des « *évidences acquises* ». Si ce sont des « *valeurs* » et des « *normes intériorisées* », ces facteurs ne sont pas obligatoirement articulés consciemment ni logiquement entre eux.

Gramsci pose les problèmes culturels sous un angle plus vaste. Ses théories concernent, entre autres :

- le rôle des intellectuels dans la construction des alliances de classe;
- la détermination sociale des intellectuels : les éléments qui les poussent à adopter telle ou telle position de classe;
- les rapports entre les croyances populaires - le sens commun - et la philosophie marxiste et les idées révolutionnaires; dans ce cadre, le rôle de la religion;
- plusieurs textes traitent du rôle de l'art dans la construction d'une nouvelle culture, du rôle de l'école, et du mode de vie et de la sexualité.

D'autre part, comme chez les classiques du marxisme, on trouve de nombreux passages citant ou critiquant tel ou tel écrivain, philosophe ou historien, à la fois pour décrire la société et pour décrire le rapport de ces intellectuels à leur société.

De nombreuses questions restent en suspens. Au passage :

- le mot « culture » a plusieurs sens différents : « art » et « civilisation, mode de vie » entre autres; comment articule-t-on ces différents aspects entre eux ?
- quel est le rapport entre le rôle des intellectuels et la réduction des écarts entre travail intellectuel et travail manuel - et à terme leur suppression ?
- quel est le rapport du

Parti aux différents champs de débat intellectuels et culturels (les différentes disciplines intellectuelles et artistiques) ?

En quoi le fait de prendre en compte les représentations de la politique et du Parti dans les cultures populaires modifie-t-il la pratique révolutionnaire ?

On peut essayer d'aborder ces questions de façon plus pragmatique en faisant une liste des raisons qui obligent à prendre en compte les facteurs culturels, et donc aussi les nouvelles possibilités d'intervention du Parti, aujourd'hui.

- 1) Depuis la fin des années 50, l'action culturelle s'est

tige. D'autre part, ces créations répondent à une demande.

L'industrie culturelle se développe beaucoup dans le même temps. C'est donc que c'est rentable.

Les associations culturelles se développent aujourd'hui aussi. En littérature, le nombre d'auteurs et de revues augmente beaucoup à partir de la fin des années 60, hors de toute rentabilité commerciale.

Pour ce qui concerne l'Etat, cette évolution fait partie de l'extension de ses fonctions, analysée dans la question 11 du texte de réflexion. Mais les contradictions qui traversent les institutions culturelles ne sont pas celles décrites dans le texte.

et la réalité des barrières sociales, de la division du travail, des blocages culturels, dans la société.

Au total, un nombre important d'animateurs culturels et de militants d'associations (y compris dans les comités d'entreprise) sont plongés dans ces problèmes, sans cesse au contact des représentations qu'ont les gens de la société, et peuvent jouer un rôle important dans la constitution d'une nouvelle culture politique, pour peu que l'on prenne pleinement en compte ces problèmes culturels et que l'on définisse des moyens d'intervention auprès d'eux.

- 2) Ce qui est dit pour les

té, on ne peut pas se baser seulement sur les besoins de l'économie française depuis 1945. Quel a été le rôle des aspirations à l'éducation, présentes depuis avant la Révolution française et remises à jour par le Front populaire et l'idéologie de la Résistance ?

Mai 68 et les luttes étudiantes qui suivent (et précèdent un peu) sont des luttes contre la mise en place des systèmes de sélection et des réactions extrêmement sensibles à l'arbitraire policier (ou impérialiste). Critique des idéologies reproduites par l'université, du rôle de « chien de garde » réservé au futur cadre moyen et du rôle idéologique du savoir. Mais au nom de quoi ? Contre sa propre tradition de l'université libérale, la bourgeoisie n'arrive pas à adapter l'université au marché du travail, ni à faire taire l'esprit critique - les remises en cause culturelles. La sélection aujourd'hui se fait encore principalement par le haut, à la sortie de l'université, et par le malaise des étudiants à la recherche de leur identité. Cf. entre autres le phénomène des « surdiplômés » dans les administrations.

D'autre part, prendre en compte les facteurs culturels débouche sur l'idéologie : on ne peut pas réduire l'ensemble des représentations sociales à la politique plus l'idéologie, on ne peut pas non plus réduire l'idéologie à la philosophie (la forme sous laquelle Marx, Lénine et Mao ont traité le problème). Gramsci classait les opinions scientifiques parmi les éléments qui forment la philosophie d'une époque. Agir sur ces éléments-là de la philosophie de notre époque implique une intervention particulière dans chacune des disciplines scientifiques, et des exigences particulières du Parti vis-à-vis des spécialistes de ces disciplines.

- 3) La politique des loisirs fait aussi partie de la politique culturelle. Ce secteur s'est aussi développé : nouvelles possibilités d'intervention, nouvelles recherches à engager.

- 4) Pourquoi ces institutions culturelles ont-elles pris autant d'importance ? A quelles nécessités répondent-elles ?

Les représentations de la société sont liées aux rapports entre les individus dans cette société. Toute crise des valeurs passe par des crises d'identité, et donc aussi des rapports des individus à leur entourage.

Ce qui s'écroule définitive-

## Sur les questions culturelles

beaucoup développée : par l'intervention de l'Etat et des communes (1959 : création du Ministère des Affaires culturelles; 1964-66 : création des Maisons de la Culture; 1965-75 : multiplication du nombre des bibliothèques; 1968 : rapport Pompidou sur la lecture publique, etc., etc.). Beaubourg et le futur musée de la Villette en sont des exemples impressionnants.

On peut dire que c'est là un mécanisme d'intégration idéologique mis en place par le capitalisme, mais ça ne résout pas tous les problèmes : plus que de la diffusion d'une « culture à consommer », il s'agit au départ d'une politique de pres-

Plutôt que de politisation des exigences culturelles les plus élémentaires (sauf lorsqu'il s'agit de cultures minoritaires), plutôt que de conflits de pouvoir au sein des institutions, plutôt que de problèmes posés par la division du travail ou de contradictions entre l'idée du « service public » et une utilisation directe, évidente, en faveur de la domination capitaliste, on a les mêmes problèmes à l'envers : ce qui domine, c'est la contradiction entre une vision de la culture comme lieu du consensus, selon un point de vue technocratique, ou comme lieu interclassiste où chacun peut s'exprimer, selon un point de vue plus modeste,

« travailleurs culturels » vaut aussi pour l'école. Là encore, sa place a augmenté, là encore, il y a beaucoup d'agents de l'Etat; là encore, les problèmes politiques posés par le déplacement des contradictions dans l'Etat se retrouvent inversés, dans le décalage entre les théories égalitaires et la résistance de la société.

La politique giscardienne, à ce sujet, était claire : non pas la création d'un « noyau dur » mais la lutte contre les théories égalitaires - pour supprimer le décalage !

Pour expliquer le développement de l'école et de l'Universi-

## Sur les questions culturelles

ment après la guerre est la vision d'un monde stable, d'un ordre des choses qui serait l'ordre de la société, l'ordre établi.

L'une des raisons, bien sûr, est la montée des luttes des peuples du tiers-monde, qui remet en question la toute-puissance de l'impérialisme, mais aussi, après la bombe atomique, l'idée du progrès qu'il était censé apporter. Mais c'est là un élément extérieur.

Dans cette vision d'un ordre stable, d'une société réglée, il faut s'interroger sur la place du mythe de la campagne, modèle d'une société naturelle et éternelle. L'après-guerre est aussi l'industrialisation des campagnes, le parachèvement de l'exode rural (1954 : 27 % d'agriculteurs et de salariés agricoles dans la population active; 1975 : 9,5 %).

L'aménagement du territoire, les restructurations, bouleversent aussi les traditions locales dans les villes, y compris les traditions ouvrières et les systèmes de relations des individus. Augmentation des transports, mobilité de la main-d'œuvre, HLM. La crise du modèle de la famille, si elle est liée à la crise du modèle d'ordre, est aussi liée à ces réalités.

La mise en place d'une politique culturelle, d'une politique des loisirs, mais aussi d'une politique de la jeunesse, tente de répondre à cette déstabilisation culturelle, de contrôler les représentations : comme les déracinés du XIX<sup>e</sup> faisaient des révolutions dans les villes, la déstabilisation culturelle est dangereuse pour la bourgeoisie, laisse des espaces vides pour l'organisation populaire, a des effets imprévisibles et très rapides.

Mai 68 est l'échec de cette politique, la révélation de cette déstabilisation et des aspirations qu'elle met à jour. Depuis, la politique culturelle de la bourgeoisie va à la dérive, est contradictoire (entre la volonté de réforme y compris dans le mode de vie affichée par Giscard lors de son élection, et la fin de son septennat, par

exemple). Personne ne maîtrise aujourd'hui le phénomène. C'est dire s'il est important pour nous de le prendre en compte — et ses effets seront très rapides !

Comment resituer maintenant ces facteurs culturels par rapport aux questions pour le projet socialiste, et par rapport aux références marxistes ?

L'Etat a aujourd'hui une politique culturelle. Il tend aussi, par son existence même, à créer sa propre culture, exactement comme un parti politique est une communauté culturelle : toute institution crée ses propres normes. La théorie du « service public » est l'idéologie d'ensemble de l'Etat qui intervient dans tous les domaines de la vie (question 11).

Mais les effets de cette idéologie dépendent des différents secteurs de son activité : — là où il prétend régler directement les conflits d'intérêt (justice, politique économique, etc.) ou refléter directement la vie sociale (media), la contradiction entre sa pratique et le discours de service public est directe, la politisation des contradictions est immédiate.

— mais quand il n'essaye pas de prendre en charge les évolutions culturelles, il n'y a pas ou peu d'intérêts directement exprimés par le public; en même temps, aucune politique culturelle n'est possible sans une conception de la culture : l'Etat définit sa conception de la culture à partir de son idéologie du service public, puis essaye de l'appliquer.

Quand on parle de représentation du monde, il n'y a pas de demi-mesures : soit on ignore un fait, volontairement ou non, soit on l'intègre dans sa conception du monde. Il n'y a pas de frontières étanches entre les cultures. Il y a contamination perpétuelle.

L'Etat a mis en place des lieux pour amortir la crise culturelle, les crises d'identité.

Mais il y a déjà, et depuis longtemps, contamination. Les problèmes des travailleurs culturels sont ceux de l'Etat, vu de son propre point de vue : l'idéologie est confrontée à elle-même, à la résistance de la société.

En ce sens, la question 11 du texte de réflexion ne décrit qu'une partie des fonctions de l'Etat et des contradictions qui le traversent. Elle sous-estime les facteurs culturels, l'action en retour des représentations sur la réalité.

Intégrer l'élément culture, « normes intériorisées », dans le schéma à trois niveaux (économie-idéologie-politique) donne toute leur importance et toute leur autonomie aux superstructures : cet élément normes intériorisées, représentation inconsciente (non objectivée), est l'élément de base à partir duquel sont construites les idéologies ou les théories politiques, mais aussi l'art, mais aussi les modes de vie. Le rendre conscient et l'articuler logiquement, c'est construire une théorie. Ce niveau « culture » correspond au niveau « connaissance sensible » chez Mao (De la Pratique).

Mais la définition qui en est faite dans la question 8 ne prend en compte que les incidences directement politiques de ce phénomène culturel. C'est oublier que ces « normes » déterminent aussi les loisirs et les modes de vie, sont influencées par et se transcrivent dans les créations artistiques, etc. D'où des ambiguïtés constantes entre culture et culture politique. C'est encore une interprétation réductrice.

La politique fait aussi partie des superstructures; elle est aussi action en retour des idées sur la réalité. Oublier cela par une réduction économiste, quelle qu'elle soit, revient à se priver de tout moyen de maîtriser notre pratique politique, inévitablement aller à la dérive, se retrouver en retard sur l'évolution des mentalités et des luttes, être incapables de diriger

celles-ci, ne pas jouer le rôle d'un parti communiste.

Cette prise en compte aujourd'hui implique un regard critique sur le bilan du Parti et plus encore de l'extrême-gauche. Si on réduit tout au facteur politique, on fait comme si ce qui est tradition culturelle était théorie consciente et articulée. On va trop vite en besogne, on surestime les facteurs révolutionnaires à un moment donné. Accessoirement, on croit qu'on a résolu un problème quand on l'a compris dans la théorie politique — alors que tout reste à faire. On fait surtout du travail d'agitation-propagande.

Penser que si « tout est politique », la politique est l'addition d'une série de critiques ponctuelles du capitalisme et de directives tactiques présentées comme « la ligne politique », c'est réduire la politique à une idéologie, rester prisonnier d'une tradition culturelle. Les modifications de la situation internationale dans les années 70 frappent tant l'extrême-gauche parce que sa politisation est de type « idéologique », basée sur une représentation générale du monde, mais ayant beaucoup de mal à décrire la réalité française dans laquelle elle s'insère, et que ces luttes anti-impérialistes lui servent de béquille, de substitut à cette description.

Politisation « idéologique » ou « politisme » renvoient au fond à deux sortes d'économisme (sur un mode idéaliste) : deux façons d'ignorer la spécificité des facteurs culturels, deux façons d'en rester prisonnier.

Les prendre pleinement en compte, maîtriser notre propre pratique révolutionnaire, permet de réduire le décalage entre militants et non-militants. On se donne les moyens, en période de recomposition, de saisir le débat où il est, atomisé, morcelé dans les masses, quand chacun a des critiques partielles à faire sur la période précédente. On est en prise sur le vécu des gens, on fait exister la dimension politique de ces critiques qui s'expriment de façon partielle, non systématisée, difficilement mises à jour — au niveau culturel, justement, à ce moment précis.

Jean-Paul,  
cellule étudiante,  
Paris.

## Informations

## Solidarnosc

N° 21

Région  
de Mazovie  
Varsovie

le 22 février 82

Les entreprises et les écoles de Wrocław ont fait grève le 29 janvier de 11 heures à midi et demi. Il s'agissait de manifester contre les hausses de prix. La grève avait été lancée par le RKS (Comité de grève régional) de Basse-Silésie par l'appel que nous avons cité dans le n° 19 d'Information. Cet appel avait été diffusé par le bulletin « Au jour le jour » et par des tracts lancés le 28 janvier du dernier étage du grand magasin Feniks. Un correspondant de Wrocław vient de nous rapporter le premier récit du déroulement des grèves dans quelques entreprises et écoles supérieures.

**DOLMEL :** De douze heures à douze heures trente, dans l'usine, on n'entendit pratiquement plus que les ventilateurs et une partie des machines tournant à vide. Les gens sortirent massivement vers les kiosques. Le 28 janvier, des conversations avaient eu lieu avec les suspects. Le commissaire militaire avait menacé les participants à la grève... et les contremaitres d'être arrêtés en cas de débrayage. Mais il n'y a pas eu — semble-t-il — d'arrestations. Le 29 janvier à 14 heures, tout le personnel de Dolmel a été congédié. On a ordonné aux chefs d'équipe de remplir des rapports écrits concernant le comportement de certains ouvriers.

**FAT** (Fabrique de tours automatiques) : Tout le personnel de l'atelier P4 a fait grève. Les travailleurs sont sortis massivement vers les kiosques ou ont fait semblant de travailler. Sur le porte du bureau du chef-collabo M. Stadnik, une inscription a été faite la nuit : « Solidarité n'est pas morte. Nous savons ce qui nous reste à faire. L'hiver est à vous - le printemps sera pour nous ». Les gens avaient peur. Un chef a traversé l'atelier avec un type louche. Mais les ouvriers ont loyalement arrêté les forges. Dans d'autres ateliers, le travail a également cessé ou n'a été qu'apparent.

A PI, il y avait un commissaire et l'on a fait semblant de travailler. L'administration a cessé le travail, notamment les employés du service de contrôle de FAT. (...) La direction a procédé à une contre-attaque massive. (...) Ils traversèrent les halls, accompagnés de flics

# Nouvelles de Pologne

## « L'hiver est à vous. Le printemps sera à nous »

**Au moment où Jaruzelski trouve à Moscou un soutien à sa politique de terreur, des informations arrivent sur la résistance du peuple polonais, avec un retard dont chacun comprendra les causes.**

*Spectacle de danse polonaise interrompu par des partisans de Solidarité*



d'ORMO (milices bénévoles), tout en surveillant les ouvriers. On fit circuler la rumeur que le RKS avait renoncé à la grève. Selon l'avis des travailleurs, étant donné le comportement de la direction de FAT, la seule chose à faire est de faire semblant de travailler. On peut même avoir recours à ce genre d'action de protestation deux fois par semaine. Dans deux mois, quand tout le monde aura compris qu'on ne peut pas subsister avec l'argent gagné, il sera nécessaire d'étendre l'action à toute la Pologne. Chez FAT, on a également organisé, à petite échelle une presse clandestine. L'aide en faveur des internés y fonctionne bien.

**ELWRO** (Electronique de Wrocław) : Usine de la rue Slezna : 20 % environ du personnel a fait grève, surtout aux laminoirs. Les gens ont très peur. Dans l'usine, on croise de nombreux flics de l'UB (police politique). Après la manifestation tout à fait réussie du 13 janvier — une minute de silence — deux travailleurs ont été arrêtés.

**Usine à gaz de Wrocław - Tarnogaj** : 70 % du personnel a manifesté, débrayant ou faisant semblant de travailler.

**CUPRUM** : La majorité du personnel a cessé le travail. Pendant une demi-heure, ils ont bu du thé. Deux flics de l'UB et un milicien ont fouillé l'entreprise. Peut-être cherchaient-ils un duplicateur... Ont manifesté également les travailleurs de la géodésie et des services agricoles. Les conservateurs de Panorama Raclawicka (célèbre tableau historique) se sont enfermés à midi dans leur rotonde pour écouter l'homélie du prêtre Drzewiecki dite à la messe du 13 janvier.

**Université de Wrocław** : Beaucoup de facultés ont fermé de midi à midi et demi. Les travailleurs sont sortis dans les couloirs. Ils avaient des insignes de « Solidarité » et des brassards rouge et blanc.

**Ecole polytechnique de Wrocław** : Pendant les cours, les étudiants se sont levés et après une minute de silence, sont sortis faire la pause. Une autre minute de silence eut lieu à midi et demi. Sur les murs il est écrit : « WRON-WON » (« A bas le WRON »). (WRON : initiales du Conseil militaire du salut national).

Voici, publié par l'URP-CFDT, des fragments du compte rendu d'une rencontre de trente directeurs des plus grandes entreprises du pays avec des représentants du gouvernement, adressé au général Jaruzelski :

« Le 22 décembre s'est tenue une réunion des directeurs de trente entreprises appartenant à différentes branches de l'industrie et des services de Varsovie et de la région. Voici ce qui résulte des interventions des directeurs :

a) On observe dans la majorité des entreprises des signes d'abattement et de méfiance s'exprimant par le mutisme dans le travail, ou s'il s'agit de femmes, par la prière dans le travail. Les travailleurs des usines où sont intervenues les forces de l'ordre sont encore sous le choc, mais on remarque aussi qu'ils recouvrent leurs esprits.

b) Les jeunes ne voient aucune perspective d'avenir sous la forme d'amélioration de leurs conditions matérielles, notamment en matière de logement. Cela provoque frustrations et attitudes contestatrices.

c) La majorité des responsables de « Solidarité » croit qu'il sera possible d'en revenir aux relations antérieures après l'annulation de l'état de guerre. On a remarqué après son instauration la relève, à un deuxième, puis à un troisième niveau, des autorités du syndicat.

d) Les cadres dirigeants des échelons supérieurs (chefs d'ateliers et au-dessus) sont dans leur majorité acquis à l'Etat. En revanche, parmi les cadres des échelons inférieurs, on observe l'influence importante de « Solidarité ».

e) Le refus de la propagande s'exprime au sein des personnels, surtout quand celle-ci est faite de façon inopportune ou malhabile. L'activité de la télévision depuis

l'instauration de l'état de guerre est l'objet de la critique générale.

f) Des tendances à un activisme forcené et à des actes de revanche se manifestent dans l'appareil du parti et parmi ses responsables. Cela conduit à établir des coupures entre membres du parti et sans parti. Cela peut créer l'impression que l'Etat ne sait agir que « sous la protection des canons ».

g) Là où la loi sur l'autogestion avait été appliquée, des organes autogestionnaires avaient été élus, dominés en majorité par « Solidarité ». La loi sur l'autogestion a permis que ces organes jouissent de « L'assise du pouvoir » (du confort du pouvoir), c'est-à-dire de respon-

### Conclusions et postulats

a) Il est urgent d'entreprendre des réformes. Il ne faut pas laisser apparaître le vide derrière les syndicats. A l'avenir, il faudra que des syndicats et des autogestions de travailleurs existent dans les entreprises. Dans la majorité des usines, il faudra procéder à des changements dans la composition des autogestions élues. Entre autres, il faudrait introduire l'obligation d'une longue ancienneté, ce qui éliminerait automatiquement la majorité des responsables de « Solidarité ». Le pointage des listes de personnel est nécessaire. Cependant, il faudrait l'accomplir sans excès de zèle et sans donner l'occasion de vengeances. Les conditions qui permettraient de retrouver la confiance des travailleurs seraient d'améliorer la qualité de la propagande et d'avoir de nombreux entretiens individuels ».

# Nouvelles de Pologne

Extrait du bulletin Solidarnosc n° 6

## Glaces

La rudesse de l'hiver polonais a entraîné la formation de barrages de glaces sur la Vistule en amont de Varsovie. Les inondations de janvier ont causé au pays pour cinq milliards de zlotys de dégâts. Communications coupées, barrages militarisés, manque de carburant, habitants non prévenus à temps, spécialistes de lutte contre les inondations non plus. Cette information n'est pas seulement météorologique. Elle permet de se rendre compte des conditions de lutte extrêmement difficiles auxquelles doivent faire face les Polonais. Le froid, le manque de nourriture, une économie délabrée, pas de moyens de communication.

## Echo

Les informations qui parviennent de Pologne montrent une volonté de lutte intacte, un développement de celles-ci adapté à la situation, après les grèves héroïques de décembre et la sauvage répression qui s'ensuivit. En écho, différents documents ou déclarations montrent le désarroi des couches dirigeantes.

## POUP

La division se maintient et s'approfondit dans les rangs du parti ouvrier unifié polonais, parti exsangue. Faut-il une répression encore plus systématique ou préparer des semblants de compromis avec un ersatz de Solidarnosc pour l'après état de guerre ?

## Polarisation

L'Eglise, longtemps force de compromis entre le syndicat et le gouvernement est de plus en plus entièrement aux côtés de Solidarité, Jaruzelski qui espérait diviser Solidarité et la neutralité de l'Eglise subit un échec cuisant.

## Sanctions

La durée de plus en plus indéfinie de cet état de guerre contraint à prendre des mesures, timides, certes, tous ceux qui, escomptant une rapide remise en ordre du pays, espéraient se contenter de quelques déclarations de principe. Ainsi, la CEE a-t-elle récemment décidé de réduire ses importations d'URSS, notamment par un relèvement des droits de douane.

## Mobilisation

La mobilisation dans les pays occidentaux prend de plus en plus d'importance dans la situation présente. Continuer à soutenir matériellement le peuple polonais afin de l'aider à mieux tenir le coup dans l'hiver polonais, continuer à dénoncer la répression et à aider moralement les prisonniers et leur famille par le biais des parrainages. Faire connaître les luttes quotidiennes par les jumelages de sections syndicales ou d'établissements scolaires. Faire pression sur les gouvernements occidentaux afin qu'ils prennent des mesures de rétorsion plus efficaces vis-à-vis de l'URSS et de la junte.

## Saliout

Est-il concevable que dans quelques semaines, Jean-Loup Chrétien, premier cosmonaute français, bavarde avec François Mitterrand à partir d'un satellite soviétique Saliout ? Renoncer à une telle opération ne renforcerait-il pas le prestige de la France ?

## Rythmes

Après la multiplication des initiatives au lendemain du 13 décembre, la solidarité avec le peuple polonais a pris un rythme de croisière qui reste assez élevé. Il y a toujours en France, chaque soir une ou deux réunions publiques. Les convois de camions restent réguliers. Ainsi, « Médecins sans frontière » a affrété 17 camions de 20 tonnes.

## Danse

Mercredi soir, première de l'ensemble de danse Slask, en présence de M. l'ambassadeur (voir photo). « 100 % des artistes du groupe étaient avant membres de Solidarité », a déclaré une danseuse à la radio.

## Solidarnosc pas mort

Développons les initiatives : le printemps approche ! Et sans présager de l'ampleur des mouvements à venir, une chose est certaine, « Solidarité pas mort ».

## Dans notre courrier...

## Dans notre courrier...

Plusieurs lecteurs nous ont adressé leurs témoignages sur les luttes qu'entraînent les résistances à la réduction du temps de travail, à la suite de l'ordonnance sur les 39 h.

Un postier du bureau central de Paris-16<sup>e</sup> nous écrit :

L'ordonnance sur les 39 h n'ayant rien apporté quant aux effectifs (122 postes créés sur Paris) et aussi pour la réduction du temps de travail, les personnels de plusieurs centraux de Paris se sont estimés, à juste titre, lésés dans l'affaire, alors que plusieurs démarches avaient été entreprises pour demander des conditions de travail plus décentes : une fin de service avancée le soir, des effectifs supplémentaires pour alléger la charge de travail.

C'est cela qui a motivé en grande partie le personnel de l'acheminement et du service général (tri départ) à se mettre en grève. La grève proprement dite a donc débuté le 22 février à midi, décidée par une A.G. de 100 personnes. Les revendications étaient clairement posées :

— Création de 30 positions de travail au service général et acheminement.

— Fin de service à 20 h 30 dans le cadre des 39 h.

— Réorganisation du service départ et amélioration des conditions de travail au transbordement.

— Arrêt de l'embauche de hors-statuts payés en heures supplémentaires le soir.

Soutenue par la section CFDT, qui prend une part très active dans la prise en main de la grève, celle-ci dès le départ est suivie à 90 %. Ce qui est une preuve de la détermination des postiers.

Lundi 22 : après le vote de la grève et une entrevue chez le receveur qui refuse de s'entretenir avec le personnel, tout le monde se rend à la direction départementale où l'on espère des résultats concrets. Cette première audience, pourtant, ne donne rien.

Mardi 23 : devant le blocage de la direction, une seconde visite a lieu chez le receveur. Celui-ci se borne, à l'issue de la réunion, à confirmer ce qui était déjà prévu dans les plans de l'administration. Entre-temps, un autre service (relevage) a débrayé devant la remise en cause de ses acquis.

Décision est donc prise l'après-midi de se rendre au ministère où une délégation est reçue. Des réponses évasives sont données : « On veut bien avancer la fin du service, c'est une possibilité... Mais pour les effectifs,

c'est impossible : tous ont été répartis au titre du budget 82 ». La seule chose positive, c'est qu'une réunion tripartite direction régionale, receveur, syndicats, doit se dérouler le lendemain. La partie de ping-pong continue donc sans qu'aucune solution concrète se profile à l'horizon.

Mercredi 24 : réunion tripartite où le personnel doit être fixé sur la prise en compte des revendications avancées. Malheureusement, comme les précédentes délégations, celle ne donne rien, tout reste au stade des possibilités, voire de la probabilité. C'est trop peu pour l'ensemble du personnel. Certains commencent à se décourager, d'autres à s'impatienter. Et ce n'est pas la seconde délégation au ministère qui arrangera les choses. Il semble que les communications soient coupées entre ministère et directions alors qu'il est possible de débloquent les choses (la satisfaction des revendications posées par d'autres bureaux centraux l'a démontré). C'est pour cette raison que la section CFDT appelle à étendre le conflit le lendemain et à mettre les facteurs dans le coup. C'est donc bien une question de rapport de force qui se pose.

Judi 25 : le matin à 6 h 15, il y a foule au piquet de grève. C'est aujourd'hui que les choses doivent se décider. C'est avec un rapport de force suffisant que les discussions peuvent se débloquent. Mais, après une prise de parole, dans les services de la distribution, beaucoup se refusent à débrayer, si bien qu'une centaine de facteurs seulement sur les 350 présents, se met en grève. Même si ce n'est pas le résultat espéré, ce sont quand même 200 postiers qui se retrouvent devant la Direction dans

Un lecteur de Blois nous donne des éléments sur une lutte menée à Roto-Diesel après l'ordonnance sur les 39 h.

La direction de Roto-Diesel (fabrique de pompes pour moteurs diesel) se refusant à accorder la semaine de 39 h sans toucher aux avantages acquis (les journées d'ancienneté), et de payer intégralement la 40<sup>e</sup> heure, l'intersyndicale appelle l'ensemble des travailleurs à une grève illimitée, grève qui fut suivie immédiatement par près de 90 % du personnel, dans les entreprises de Blois et de La Rochelle. L'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, CGC) proposera alors comme revendication :

— la cinquième semaine sans perte des jours d'ancienneté ;  
— le paiement de la 40<sup>e</sup> heure intégralement ;

l'attente des négociations tripartites « de la dernière chance », entend-on sur beaucoup de lèvres.

En effet, si la direction lâche sur les revendications des facteurs, il n'en est rien pour le service départ : la situation est la même qu'au début, on a l'impression de tourner en rond : même blocage, mêmes réponses évasives. Une lassitude générale se fait sentir, lassitude qui va entraîner une partie non négligeable du personnel à reprendre le travail.

Vendredi 26 : reprise du travail dans l'amertume générale, avec un sentiment d'impuissance face à une machine bien rodée. Pourquoi, quel bilan tirer de tout cela ? Pourquoi les revendications n'ont-elles pas abouti ? A cela plusieurs raisons. D'abord, l'absence dans ce conflit de la CGT qui a toujours refusé d'y participer, considérant que ce conflit était aventuriste et qu'il ne s'inclutait pas dans les batailles menées par la confédération.

Ensuite, il semble bien que l'ensemble du personnel se soit heurté à un mur. D'une part, il y avait blocage au niveau des directions régionales, tant il est vrai que les hommes en place sont les mêmes que sous le précédent septennat. Mais, d'autre part, alors qu'il faudrait forcer ceux-ci à prendre des décisions claires et nettes, le ministère ménage la chèvre et le chou. En ne prenant pas les moyens de s'insérer directement dans la gestion des directeurs régionaux et autres, pour débloquent les crédits, les effectifs, etc., il leur laisse les mains libres, tout au plus se contente-t-il de les « faire réfléchir » (le mot est d'un proche de Mexasseau). C'est bien là le problème qui est posé, par delà cette grève des PTT.

— la signature de plusieurs contrats emploi-solidarité ;

— et (plus tard) le paiement des heures de grève... La CGT, majoritaire dans l'entreprise, et de loin, propose en A.G. d'occuper l'usine. Ce sont alors plus des 2/3 du personnel présent qui se prononce en faveur de cette proposition. La CGC se retire alors du mouvement et appelle tous ses adhérents à reprendre leurs activités. La CFDT, par tract, se prononce pour la continuation de la grève, mais condamne l'occupation, pour « préserver la liberté du travail ». La CGT, poussée par une forte mobilisation de la base, se retrouve seule à la tête du conflit. Les choses ne tardent pas. Après deux jours d'occupation, la direction cède et accorde l'ensemble des revendications (sauf le paiement des heures de grève).

**L**A dernière semaine de février, le CEDETIM organisait à Paris, une semaine d'information et de débats sur les problèmes de l'Afrique Australe. Le dernier jour, le 27 février, était consacré à la stratégie des pays africains de la région face à l'Afrique du Sud, et à un débat sur les relations de la France avec le pays de l'Apartheid, organisé avec la participation de M. Renaud Vignal, chargé de mission auprès du Ministre de la Coopération, de Gérard Fuchs, député socialiste au Parlement Européen, et de militants du mouvement anti-apartheid.

### L'agressivité accrue de l'Afrique du Sud

Pour les différents intervenants, le régime raciste d'Afrique du Sud, renonçant à ses tentatives de « détente » à l'égard des pays africains, a adopté globalement une politique de confrontation aussi bien en Namibie (Sud-Ouest Africain occupé par Pretoria), qu'à l'égard des pays de la région (Angola, Mozambique, Zimbabwe). Au sud de l'Angola, le régime de Pretoria mène une véritable guerre conventionnelle sous prétexte d'exercer un droit de poursuite contre les combattants de la SWAPO (Mouvement de Libération de la Namibie).

Au Mozambique, l'Afrique du Sud soutient et arme les commandos du MNR qui mène des actions de sabotage, notamment contre les voies de communication et des objectifs économiques. Au Zimbabwe, des agents des services sud-africains ont été récemment découverts dans l'administration du pays. Ces tentatives de déstabilisation ont pour but de renverser des régimes africains indépendants qui donnent aux peuples d'Afrique du Sud et de Namibie l'exemple d'un développement national indépendant et qui soutiennent les mouvements de libération. Les intervenants ont souligné que l'agressivité de Pretoria s'est nettement accrue, depuis l'arrivée au pouvoir de Reagan, qui a affirmé sa volonté de soutenir presque inconditionnellement le régime raciste, alors que Carter lui avait demandé de se « réformer ». Il semble que, dans cette logique de confrontation, le régime de Pretoria souhaite provoquer par son agressivité accrue un engagement plus important des pays de l'Est. Selon M. Gérard Fuchs, « il s'agit pour lui de transformer le conflit entre l'Afrique du Sud et les pays de la Ligne de Front en conflit Est-Ouest, pour obtenir davantage d'appui de Reagan ».

Ces pressions et agressions militaires se combinent avec des pressions constantes dans le domaine de l'économie. L'Afrique du Sud a réussi, ces dernières années, à renforcer les liens de dépendance économique qui enchaînent les pays indépendants d'Afrique Australe : c'est ainsi beaucoup de ces pays (Tanzanie, Zambie, par exemple) dépendent totalement de l'Afrique du Sud dans le domaine de l'alimentation. A plusieurs reprises,

## Afrique Australe

# France-Afrique du Sud : les lenteurs du changement



ces derniers mois, Pretoria a exercé des pressions économiques à l'encontre du Zimbabwe : en rapatriant brutalement une vingtaine de locomotives louées depuis plusieurs années, en coupant l'approvisionnement en pétrole sous prétexte de pénurie, en incitant les Européens du Zimbabwe à émigrer massivement.

Face à la politique de confronta-

tion du régime raciste, les pays indépendants d'Afrique Australe se sont regroupés au sein d'une Conférence pour la coopération économique dont le but est de renforcer les relations économiques entre ces pays afin de distendre leurs liens avec l'Afrique du Sud. Son principal objectif aujourd'hui est de remettre en état le réseau ferré du Zimbabwe et du Mozambique pour éviter que les ports

d'Afrique du Sud ne soient l'unique débouché des pays indépendants. Le projet est toujours retardé par les insuffisances de l'aide internationale.

### France-Afrique du Sud : après le 10 mai

Dans une lettre adressée au Mouvement anti-apartheid quinze jours avant les élections présidentielles, Mitterrand mentionnait deux objectifs principaux de la politique socialiste concernant l'Afrique Australe :

1) L'arrêt des investissements, application des sanctions économiques, la révision des rapports, notamment en ce qui concerne les ventes d'armes.

2) L'aide aux pays de la Ligne de Front et aux mouvements de libération.

Pour les militants anti-apartheid qui sont intervenus samedi dernier, si le deuxième aspect a été réellement pris en compte le 10 mai, il n'en a pas été de même pour le deuxième, puisque, paradoxalement, les relations économiques France-Afrique du Sud connaissent un boom sans précédent en 1981 et 1982.

En effet, les points positifs ne manquent pas dans le domaine des initiatives diplomatiques : visites et rencontres de haut niveau (Guy Penne et Régis Debray en Angola, visite du président angolais à Paris, visites de Jean-Pierre Cot à Maputo et Salisbury), signatures avec ces pays d'accords importants et de « type nouveau » (dans la mesure où ils envisageraient de partir des priorités définies par les pays africains) ouverture à Paris de bureaux de mouvements de libération (ANC et SWAPO).

Dans le domaine des relations économiques, le tableau est bien différent. Il faut préciser que le régime de Pretoria, qui dispose de monopoles ou de quasi-monopoles en ce qui concerne certaines matières premières et sources d'énergie, s'est efforcé au cours de la dernière période, de renforcer ses liens avec les pays industrialisés pour être sûr de leur complicité : pour la France, cette dépendance est et sera pendant plusieurs années de 50 % pour l'uranium et de 40 % pour le charbon. Des liens très contraignants existent également dans le domaine des métaux non-ferreux (chrome) qui ont une grande importance stratégique.

Pour les porte-parole du mouvement anti-apartheid, le gouvernement socialiste n'a pas eu la volonté politique de renverser le courant, puisque les sanctions économiques recommandées par l'ONU n'ont pas été appliquées et qu'en 1981 les échanges entre la France et l'Afrique du Sud ont atteint, dans les deux sens, 6 milliards de francs.

Ces relations avec le régime d'apartheid sont toujours florissantes, et dans des domaines qui ont une importance vitale pour l'Afrique du Sud (centrale nucléaire de Koeberg, infrastructure des transports, barrages hydroélec-

triques, pétrole synthétique). Le Mouvement anti-apartheid a également cité des textes extraits d'un rapport récent du Poste d'expansion économique de l'ambassade de France à Pretoria. Ce fonctionnaire invite les industriels français à conquérir de nouveaux marchés en Afrique du Sud, en particulier ceux de la télématique et de la télé-surveillance, puisque, avec la montée des opérations de guérilla, le marché de la sécurité est en pleine expansion !

Répondant à ces critiques, M. Renaud Vignal a tenu à rappeler d'abord que, depuis le 10 mai, la France avait pesé de tout son poids dans les instances internationales (ONU) pour une condamnation politique du régime de l'apartheid et qu'elle avait adopté une position de fermeté au sein du groupe de contact des Occidentaux sur la Namibie (la France se retirera de ce groupe à la fin de l'année 1982 s'il n'est pas parvenu à faire avancer le problème).

En ce qui concerne les relations économiques, il a précisé que ce problème s'inscrivait dans le cadre global de la politique du gouvernement Mauroy, qui consiste à ne pas remettre en cause les contrats signés avant le 10 mai (« respecter la parole de la France »). Selon lui, l'héritage de ces contrats est particulièrement contraignant en ce qui concerne les relations avec l'Afrique du Sud : il cite en particulier le contrat pour l'achat d'uranium (payé d'avance pour dix ans par le gouvernement Barre). Du côté des ventes, elles ont été aussi planifiées sur plusieurs années pour équilibrer la balance des paiements. M. Vignal a reconnu que le désengagement ne pourrait être que progressif : en tout cas, il a nettement désavoué les extraits cités des rapports du Poste d'expansion économique de Pretoria (il s'agit d'un fonctionnaire qui n'a pas pris en compte le changement...).

Le chargé de mission auprès de M. Cot a cité un certain nombre de mesures politiques : depuis le 10 mai, l'embargo sur les livraisons d'armes et de pièces détachées serait appliqué de manière stricte ; la COFACE (organisme public d'assurances du commerce extérieur) n'assurera plus les risques en Namibie et n'assurera plus les risques politiques en Afrique du Sud.

De telles mesures pourraient contribuer à ralentir les investissements privés français, tandis que, dans le secteur public, on ne devrait pas, en principe assister à la signature de nouveaux contrats.

Il est ressorti de cette discussion que la politique de respect des contrats signés (politique à laquelle s'est déjà heurté le mouvement contre l'usine de retraitement nucléaire de La Hague) pèse lourdement sur les perspectives de changement. Néanmoins, la franchise et la netteté des réponses de M. Vignal, sa volonté de débattre avec les militants anti-impérialistes « pour apprendre d'eux » ont semblé significatives de ce que pouvaient être les relations du gouvernement socialiste avec le mouvement social.

J.P. CHAMPAGNY